

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 2172

[C — 2003/27376]

10 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables notamment les articles 7 et 8;

Considérant qu'il convient de soutenir les programmes visant à améliorer l'utilisation rationnelle de l'énergie des personnes de droit public et des organismes non commerciaux et d'accroître la part des sources renouvelables d'énergie dans le bilan d'énergie primaire, ainsi que le recours à la cogénération de qualité;

Considérant qu'il est important de soutenir l'aide à la décision au sein des personnes de droit public et des organismes non commerciaux en vue de leur permettre de mieux gérer leurs dépenses énergétiques;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 mai 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 mai 2002;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 juillet 2002 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 2 octobre 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 16 décembre 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o) Ministre : le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions;

2^o) Administration : la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne;

3^o) personne de droit public : toute commune, centre public d'aide sociale et province de Wallonie;

4^o) organismes non commerciaux : les organismes tels que définis à l'article 1^{er}, 4^o, du décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables;

5^o) source d'énergies renouvelables : toute source d'énergie autre que les combustibles fossiles et la fission nucléaire telle que définie à l'article 2, 4^o, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

6^o) cogénération de qualité : production combinée de chaleur et d'électricité telle que définie à l'article 2, 3^o, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

7^o) performance énergétique d'un bâtiment : efficacité énergétique globale d'un bâtiment, exprimée par un ou plusieurs indicateurs numériques résultant d'un calcul et tenant compte de l'isolation thermique, des caractéristiques des installations techniques, de la conception et de l'emplacement eu égard aux paramètres climatiques, à l'exposition solaire et à l'incidence des structures avoisinantes, de l'auto-production d'énergie et d'autres facteurs, y compris le climat intérieur, qui influencent la demande d'énergie;

8^o) comptabilité énergétique : système de comptabilité des flux énergétiques tel que défini à l'annexe I^{re} permettant premièrement de constituer un outil de décision en matière de gestion énergétique en assurant notamment la collecte, le traitement et la communication d'informations relatives aux vecteurs énergétiques consommés par chaque unité technique d'exploitation, par service ou par usage, deuxièmement, d'établir des ratios de consommation et troisièmement, de donner, le cas échéant, l'alerte et de permettre le contrôle des dérives en matière de consommation énergétique;

9^o) audit énergétique : méthode d'évaluation telle que définie à l'annexe II de la performance énergétique d'un bâtiment, de ses équipements et de sa gestion, compte tenu de ses caractéristiques et de ses usages;

10^o) étude de pré-faisabilité : étude telle que définie à l'annexe III visant à déterminer le dimensionnement et les caractéristiques technique, énergétique et économique d'un investissement sans référence aucune à un type ou une marque spécifique relative à cet investissement;

11^o) travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment : travaux repris à l'annexe V du présent arrêté qui ont trait à l'utilisation de sources d'énergies renouvelables, à l'installation d'une cogénération de qualité, à l'amélioration des systèmes de chauffage, de ventilation, de conditionnement d'air, de l'éclairage, de la gestion énergétique tout en tenant compte du confort thermique d'hiver, d'été et de la qualité de l'air intérieur et qui conduisent à une amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment;

12^o) auditeur agréé : personne physique agréée en vertu de l'article 13 du présent arrêté;

13^o) politique active de gestion énergétique : ensemble cohérent et coordonné d'actions et de méthodes appliquées aux bâtiments d'un même patrimoine qui permet d'une part d'assurer le suivi normal de ses consommations énergétiques et d'autre part d'intégrer les principes de l'utilisation rationnelle de l'énergie dans la construction, la gestion, la maintenance et la rénovation de ce patrimoine dans le but d'en améliorer les performances énergétiques. Cela peut concerner la mise en place d'une comptabilité énergétique permettant au minimum d'acquiescer les informations décrites à l'annexe VII, la désignation d'un responsable énergie, la réalisation d'audits précis ou d'investissements énergétiques particuliers, l'introduction de clauses énergétiques spécifiques dans les cahiers des charges de construction/rénovation, une amélioration de la gestion énergétique du patrimoine, l'information ou la

sensibilisation des occupants, la libération d'un budget spécifiquement affecté à l'énergie, ou toute autre action de gestion active qui induit une amélioration de la performance énergétique des bâtiments d'un même patrimoine.

Des conditions d'octroi de la subvention

Art. 2. Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre accorde une subvention aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour l'installation d'une comptabilité énergétique, pour la réalisation d'audits et d'études de pré-faisabilité, ainsi que pour la réalisation de travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment appartenant à leur patrimoine.

Toutefois, pour les travaux qui ne font pas appel aux sources d'énergies renouvelables, à la cogénération de qualité, ou à la mise en place d'une comptabilité énergétique, une subvention pourra être accordée au demandeur que si, lors de l'introduction de sa demande, il occupe le bâtiment visé et si ce bâtiment est construit depuis au moins dix ans.

Art. 3. § 1^{er}. La base de calcul de la subvention est évaluée en prenant comme référence l'ensemble des coûts éligibles T.V.A. comprise.

§ 2. Par coûts éligibles, il faut entendre :

a) pour l'installation d'une comptabilité énergétique, la fourniture et l'installation des instruments de mesure des consommations énergétiques, les accessoires, les câbles, les armoires électriques, y compris les appareillages nécessaires au télé-service éventuel, les appareils d'enregistrement des données et les logiciels d'acquisition, d'analyse et de validation des données, ainsi que les frais de formation du personnel y relatif;

b) pour la réalisation d'un audit énergétique par un auditeur agréé et la réalisation d'une étude de pré-faisabilité d'un investissement visant la réalisation de travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment, les prestations nécessaires du chargé d'études ainsi que le coût de réalisation des comptages énergétiques éventuels;

c) pour les travaux permettant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment, l'achat et l'installation de matériaux ou d'équipements visant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment.

Art. 4. § 1^{er}. Le taux applicable à la base de calcul pour le montant de la subvention est déterminé comme suit :

a) pour l'installation d'une comptabilité énergétique, le taux de la subvention est fixé à 50 % du montant des coûts éligibles;

b) pour la réalisation d'un audit énergétique par un auditeur agréé, la réalisation d'une étude de pré-faisabilité d'un investissement visant la réalisation de travaux permettant l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment, le taux de la subvention est fixé à 50 % des coûts éligibles; toutefois, le taux est fixé à 60 % si le demandeur applique une politique active de gestion énergétique de son patrimoine depuis au moins deux ans;

c) pour les travaux permettant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment, le taux de la subvention est fixé à 30 % du montant des coûts éligibles; toutefois, le taux est fixé à 40 % si le demandeur applique une politique active de gestion énergétique de son patrimoine depuis au moins deux ans.

§ 2. Pour pouvoir prétendre au bénéfice de la subvention visée au § 1^{er}, c), le montant des coûts éligibles doit être égal ou supérieur à 2.500 €.

Art. 5. Le cumul des subventions est permis pour autant que la somme totale des subventions octroyées ne dépasse pas 100 % du montant total des coûts éligibles.

Art. 6. Pour pouvoir être subventionné, l'audit doit être réalisé par un auditeur agréé. Dans ce cas, celui-ci doit respecter les conditions suivantes :

— être indépendant de l'entreprise et des sociétés chargées d'effectuer les travaux ou investissements à analyser par l'auditeur;

— ne pas être fournisseur d'énergie ou d'équipement visé dans l'audit;

— fournir des références qui attestent de son expérience dans l'analyse des performances énergétiques des installations, équipements ou activités examinés.

De l'introduction de la demande de subvention

Art. 7. § 1^{er}. Le dossier de demande de subvention est introduit auprès de l'Administration en double exemplaire. Il est composé :

1°) pour la mise en place d'une comptabilité énergétique :

— du formulaire de demande défini à l'annexe VI du présent arrêté;

— du cahier des charges ou descriptif des travaux à réaliser et du matériel à installer;

— du devis estimatif relatif à la fourniture et au placement du matériel visé par la subvention;

— d'une note explicative relative à la conformité des travaux au prescrit de l'annexe I^{re};

— de tous les documents relatifs à toutes les sources de financement et les subventions déjà perçues, sollicitées ou pouvant être sollicitées pour la réalisation des travaux envisagés;

2°) pour la réalisation d'un audit énergétique par un auditeur agréé ou d'une étude de pré-faisabilité d'un investissement visant la réalisation de travaux permettant une amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment :

— du formulaire de demande défini à l'annexe VI du présent arrêté;

— de l'audit ou de l'étude de pré-faisabilité d'un investissement réalisé conformément au prescrit de l'annexe II ou III selon le cas;

— de la copie de la facture détaillée des honoraires de l'étude;

— de la copie de la preuve de paiement;

— de la déclaration de créance envers la Région;

— de l'attestation de l'auditeur agréé certifiant qu'il répond aux conditions de l'article 6, s'il s'agit d'un audit;

— le cas échéant, une présentation de la politique active de gestion énergétique du patrimoine du demandeur;

- 3°) pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment :
- du formulaire de demande défini à l'annexe VI du présent arrêté;
 - du cahier des charges ou descriptif des travaux à réaliser et du matériel à installer;
 - du devis estimatif relatif à la fourniture et au placement du matériel visé par la subvention;
 - d'une note explicative relative au respect des critères énergétiques mentionnés énoncés à l'annexe V;
 - de tous les documents relatifs à toutes les sources de financement et à toutes les subventions déjà perçues, sollicitées ou qui peuvent être sollicitées pour la réalisation des travaux envisagés;
 - le cas échéant, une présentation de la politique active de gestion énergétique du patrimoine du demandeur.

Art. 8. § 1^{er}. Dans le mois qui suit la réception de la demande de subvention, l'Administration envoie un accusé de réception au demandeur par lequel elle précise si le dossier de demande est complet ou non.

Si le dossier est déclaré incomplet, le demandeur dispose d'un délai de deux mois prenant cours à dater de l'envoi de l'accusé de réception de l'Administration pour fournir les éléments manquants.

Si, au terme de ce délai, le demandeur a fait parvenir à l'Administration les renseignements demandés, il sera procédé à l'envoi d'un second accusé de réception pour informer le demandeur du caractère complet de son dossier.

Par contre, si au terme de ce délai, le demandeur n'a pas donné les renseignements sollicités, la demande est réputée n'avoir jamais été introduite.

§ 2. La décision de refus et la promesse d'octroi de la subvention sont notifiées dans les trois mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception du caractère complet de la demande.

§ 3. L'octroi de la subvention portant sur l'installation d'une comptabilité énergétique ou sur des travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment implique l'obligation de fournir à l'Administration, chaque année, pendant dix ans, les informations relatives aux consommations énergétiques du bâtiment concerné visées respectivement à l'annexe VII et à l'annexe VIII.

Art. 9. § 1^{er}. Les demandes de subvention portant sur l'installation d'une comptabilité énergétique de même que celles portant sur la réalisation des travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment doivent être préalables à la demande d'offre de prix et à la mise en œuvre des travaux lesquels ne peuvent avoir lieu qu'après la notification de la décision de refus ou de promesse d'octroi de la subvention. La décision d'octroi de la subvention peut être conditionnée à la modification de certains aspects techniques du dossier de demande.

§ 2. Toutefois, si des travaux présentent un caractère d'urgence, ceux-ci peuvent débiter préalablement à l'introduction de la demande pour autant qu'une autorisation écrite de débiter les travaux ait été délivrée par l'Administration mais sans que celle-ci ne constitue pour autant une décision d'octroi de subvention.

§ 3. Les demandes de subvention portant sur la réalisation d'un audit énergétique par un auditeur agréé ou sur la réalisation d'une étude de pré-faisabilité d'un investissement visant la réalisation de travaux permettant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment sont introduites au plus tard six mois après la réalisation des audits ou des études.

Art. 10. § 1^{er}. Les travaux subventionnés doivent être réalisés dans un délai de trois ans à dater de la notification de la promesse d'octroi de subvention.

Toutefois, ce délai pourra être prolongé d'un an si le bénéficiaire en fait la demande écrite et motivée à l'Administration au plus tard 3 mois avant la date d'expiration du terme initialement prévu.

De la demande de liquidation de la subvention

Art. 11. § 1^{er}. La demande de liquidation de la subvention pour l'installation d'une comptabilité énergétique et pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment doit être introduite en deux exemplaires à l'Administration dans le courant de l'année qui suit celle au cours de laquelle les travaux ont été réalisés.

§ 2. A défaut d'avoir respecté ce délai, le dossier sera clôturé et la décision d'octroi caduque.

§ 3. La demande de liquidation de la subvention pour des travaux contient :

- la décision d'attribution du marché de travaux et l'analyse comparative des offres;
- la copie de l'offre de l'adjudicataire;
- les différents états d'avancement des travaux, le décompte final et les factures y afférentes;
- le procès-verbal de réception provisoire des travaux;
- la déclaration de créance envers la Région pour la liquidation de la subvention.

§ 4. Dans le mois qui suit la réception la demande de liquidation de la subvention, l'Administration envoie un accusé de réception au demandeur lequel précise si le dossier de demande est complet ou non.

Si le dossier est incomplet, le demandeur dispose d'un délai de deux mois prenant cours à la date de réception de l'accusé de réception pour fournir à l'Administration les éléments manquants.

Si au terme de ce délai le demandeur a fait parvenir à l'Administration, les renseignements demandés, il sera procédé à l'envoi d'un second accusé de réception pour informer le demandeur du caractère complet de son dossier.

Par contre, si au terme de ce délai, le demandeur n'a pas donné les renseignements sollicités, la demande de liquidation est réputée n'avoir jamais été introduite.

Du Comité d'accompagnement

Art. 12. § 1^{er}. Il est créé auprès du Ministre un Comité d'accompagnement chargé de l'examen technique des dossiers de demande de subventions.

§ 2. Le Comité d'accompagnement est composé comme suit :

- un représentant du Ministre ayant l'énergie dans ses attributions;
- deux représentants de l'Administration;
- l'Inspecteur des Finances;
- un ou plusieurs experts en matière d'Énergie désigné par le Ministre.

§ 3. Pour les dossiers relatifs aux travaux visant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment, le Comité d'accompagnement évalue la demande de subvention selon les critères suivants :

- la priorité énergétique du projet envisagé dans le contexte du bâtiment;
- la pertinence du choix des techniques et dispositifs proposés;
- l'économie d'énergie, notamment d'énergie primaire, et la réduction des émissions de CO₂ attendue;
- l'évaluation du temps de retour comptable de l'investissement;
- le cas échéant, la politique active de gestion énergétique du bâtiment.

§ 4. Pour les autres dossiers de demande de subvention que ceux visés au § 3, le Comité d'accompagnement évalue la qualité selon les critères suivants :

- la méthodologie et la rigueur technique;
- la pertinence du choix des techniques et dispositifs proposés;
- l'économie d'énergie, notamment d'énergie primaire, et la réduction des émissions de CO₂ attendue.

De l'agrément des auditeurs

Art. 13. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale peut introduire une demande d'agrément en tant qu'auditeur. Cette demande doit être introduite par recommandé à l'Administration.

La demande d'agrément comporte les indications suivantes :

- les nom et adresse et profession du demandeur;
- les titres, qualifications et références du demandeur dans le domaine de l'audit énergétique;
- les moyens techniques et collaborations dont le demandeur dispose.

§ 2. Le Ministre statue sur la demande d'agrément, après avis de l'Administration, qui a la faculté d'auditionner le demandeur. La décision d'agrément est publiée au *Moniteur belge*.

L'agrément est octroyé pour trois ans. Il est renouvelable sur base d'une demande de renouvellement introduite avant la date d'expiration de l'agrément. Dans ce cas, il est prolongé jusqu'au moment où le Ministre a statué sur la demande de renouvellement.

§ 3. Lorsque l'Administration est amenée à constater des manquements de la part de l'auditeur agréé, que ce soit en terme de connaissances techniques, en terme de méthodologie et de rigueur, ou encore en terme de qualité du rapport d'audit, elle convoque l'auditeur. Après avoir invité l'auditeur à être entendu, l'Administration propose au Ministre, le cas échéant, l'envoi soit d'un avertissement, soit d'un retrait d'agrément temporaire ou définitif en qualité d'auditeur agréé. Le Ministre statue sur avis conforme de l'Administration. La décision de retrait d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Des mesures transitoires

Art. 14. Les demandes de subvention introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumises à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juillet 1983 relatif à l'octroi de subventions aux communes pour l'exécution de travaux destinés à réaliser des économies d'énergie.

Art. 15. Les demandes de subvention introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou introduites dans les deux ans de l'entrée en vigueur du présent arrêté pour des travaux ayant débutés avant cette entrée en vigueur restent soumises à l'arrêté royal du 10 février 1983 en faveur des investissements d'utilisation rationnelle de l'énergie.

Art. 16. Toutes les demandes de subsides relatives à la réalisation d'un audit énergétique par un auditeur agréé, la réalisation d'une étude de pré-faisabilité d'un investissement visant la réalisation de travaux permettant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment en application du présent arrêté ne peuvent porter que sur des missions commandées et réalisées après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 17. Pendant une période de deux ans prenant cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, tous les travaux qui répondent aux critères d'éligibilité de l'arrêté du 13 juillet 1983 relatif à l'octroi de subventions aux communes pour l'exécution de travaux destinés à réaliser des économies d'énergie modifié par les arrêtés du 20 juin 1984, du 2 octobre 1985, du 23 janvier 1986 et du 2 juin 1988 ou à ceux de l'arrêté royal du 10 février 1983 en faveur des investissements d'utilisation rationnelle de l'énergie réalisés par certains organismes non commerciaux et son arrêté d'exécution du 1^{er} août 1983 peuvent bénéficier d'une subvention de 15 % du montant des coûts éligibles suivant la procédure prévue par le présent arrêté.

Dispositions finales

Art. 18. L'article 1^{er}, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2000 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaires est supprimé et remplacé comme suit :

« 2° le demandeur : toute personne physique ou morale à l'exception des bénéficiaires de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments. »

Art. 19. En cas de fraude, le bénéficiaire sera déchu pendant une période de dix ans de pouvoir réintroduire une nouvelle demande de subvention.

Art. 20. L'arrêté du 13 juillet 1983 relatif à l'octroi de subventions aux communes pour l'exécution de travaux destinés à réaliser des économies d'énergie modifié par les arrêtés du 20 juin 1984, du 2 octobre 1985, du 23 janvier 1986 et du 2 juin 1988 est abrogé.

Art. 21. L'arrêté royal du 10 février 1983 en faveur des investissements d'utilisation rationnelle de l'énergie réalisés par certains organismes non commerciaux et son arrêté d'exécution du 1^{er} août 1983 sont abrogés.

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le 10^e jour du mois suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 23. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 avril 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Annexe I^e

Cahier des charges minimal pour l'installation d'une comptabilité énergétique

Objectif

La comptabilité énergétique a pour objectif de suivre dans le temps les consommations énergétiques d'un bâtiment et d'argumenter les décisions à prendre en matière de gestion énergétique d'un bâtiment en assurant notamment :

- la collecte, le traitement et la communication d'informations relatives aux vecteurs énergétiques consommés par système, point de consommation, service ou entité;
- l'établissement de ratios de consommation par système, point de consommation, service ou entité;
- une fonction d'alerte et de contrôle des dérives en matière de consommation énergétique;
- l'évaluation de l'impact de mesures mises en œuvre.

Exigences

La comptabilité énergétique doit permettre :

- la collecte, en unités physiques, des consommations d'énergie du bâtiment et leurs différents usages, par vecteur et affectation, indépendamment des prix et des tarifs;
- la construction d'indicateurs basés, notamment, sur les consommations spécifiques;
- un suivi régulier de la situation dans le temps permettant une réaction rapide à toute dérive, anomalie,...
- la prise en compte de toute variation importante dans les usages du bâtiment;
- l'intégration de toutes les étapes de gestion de l'information : acquisition et traitement des données pertinentes, construction d'indicateurs opérationnels, communication aux personnes susceptibles de prendre des mesures, suivi continu de l'évolution. Les résultats devront notamment pouvoir être présentés sous forme d'amélioration de la performance énergétique et d'amélioration du bilan énergétique dans l'absolu.

Dans le fonctionnement d'une comptabilité énergétique, trois phases sont à distinguer :

1) le recueil des données

Le recueil des données doit permettre d'identifier les systèmes et les points de consommation, en distinguant le cas échéant les usages et ainsi obtenir une vision d'ensemble des consommations.

Chaque système et point de consommation doit être identifié par :

- le vecteur énergétique utilisé;
- l'usage de l'énergie (chauffage ou non);
- le mode d'approvisionnement (compteur ou stockage);
- l'unité physique de comptage (litre, m³, kg, Wh,...);
- le facteur multiplicateur entre l'index et l'unité physique de comptage;
- le facteur de conversion pour standardiser la consommation en kWh.

2) Le traitement des données

Les données mesurées doivent être enregistrées et traitées de manière à :

- standardiser les consommations énergétiques exprimées dans une même unité d'énergie : kWh
- calculer les consommations énergétiques en unité d'énergie primaire;
- éliminer l'influence de la rigueur climatique dans les relevés de consommation en ramenant ceux-ci à la situation climatologique de référence par la technique des degrés jours;
- calculer les émissions de CO₂ pour une situation climatologique de référence;
- établir, pour chaque système et point de consommation, des ratios de comparaison ainsi qu'un tableau de performance représentatif de l'utilisation du bâtiment. Chaque gestionnaire choisira les critères qui lui semblent les plus pertinents.

3) Interprétation et présentation des résultats

Pour interpréter les résultats et en tirer les conclusions opérationnelles, il est nécessaire de bien connaître le bâtiment, ses systèmes et ses usages auxquels se rapportent les points de consommation.

Avec les résultats, il doit être possible d'observer notamment, le cas échéant, les éléments suivants :

- les erreurs de lecture, d'encodage ou dérive subite des consommations;
- les problèmes de régulation;
- la dérive progressive des consommations (manque d'entretien des équipements,...);
- l'existence de consommations indépendantes de la rigueur climatique;
- l'établissement d'un niveau de consommation d'énergie en année climatique normale;
- l'établissement d'un budget de dépenses d'énergie en année climatique normale;
- la mesure des économies obtenues par les projets mis en place;
- ...

Les résultats doivent être présentés de façon claire (graphique, tableau,...) et de manière à pouvoir être compris et interprétés par des personnes non spécialisées.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

Namur, le 10 avril 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Annexe II

Cahier des charges minimal pour l'audit énergétique

Objectif

L'audit énergétique a pour objectif l'établissement d'un état des consommations énergétiques d'un bâtiment compte tenu de ses caractéristiques et de ses usages et l'identification des points d'amélioration de la performance énergétique dudit bâtiment.

Exigences

L'audit énergétique doit établir :

— une description des caractéristiques (enveloppe et systèmes) du bâtiment et de ses usages en fonction de considérations énergétiques, y compris les systèmes de gestion et les paramètres clés de la régulation;

— une analyse globale des flux énergétiques du bâtiment, à savoir les consommations d'énergie pour les trois dernières années calendrier écoulées par vecteur énergétique (gaz, fuel, électricité, charbon, etc.) exprimées en unités physiques (kWh, tonne, litre,...), en kWh et normalisées (ramenées à une année climatique normale – pour les usages qui le justifient) aboutissant à un tableau des consommations finales converti en énergie primaire (MWh); en émission de CO₂ (kg de CO₂) (sur base des coefficients de conversion communiqués par le Ministre de l'Energie);

— une identification des points d'amélioration de la performance énergétique du bâtiment classés par ordre de priorité (enveloppe, équipements, gestion,...).

L'audit doit permettre d'élaborer un plan d'action global visant à l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment ou d'évaluer la pertinence d'un investissement à réaliser visant à utiliser plus rationnellement l'énergie, à recourir aux sources d'énergies renouvelables ou à la cogénération de qualité.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

Namur, le 10 avril 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Annexe III

Cahier des charges minimal pour la réalisation d'une étude de pré-faisabilité d'un investissement

Objectif :

L'étude de pré-faisabilité d'un investissement vise à déterminer le dimensionnement et les caractéristiques technique, énergétique et économique les plus intéressantes d'un investissement sans référence aucune à un type ou une marque spécifique relative à cet investissement. L'étude doit tester plusieurs hypothèses qui respectent, le cas échéant, les exigences énergétiques minimales mentionnées à l'annexe V.

Exigences :

L'étude de pré-faisabilité d'un investissement doit contenir les éléments suivants :

— la présentation des besoins énergétiques à satisfaire par l'investissement et les consommations effectives avant investissement dans le cas d'un bâtiment existant;

— les hypothèses de travail;

— le calcul de dimensionnement technique de l'investissement et les grandeurs de référence utilisées pour les calculs;

— le cas échéant, une évaluation des contraintes d'utilisation (maintenance,...);

— une évaluation des économies d'énergie et de CO₂;

— une estimation du coût économique de l'investissement;

- une estimation du temps de retour de l'investissement;
- la justification du choix des techniques et dispositifs envisagés.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

Namur, le 10 avril 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Annexe IV

Note explicative relative aux calculs de dimensionnement de certains travaux visant à l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment

Objectif :

La note explicative relative aux calculs de dimensionnement a pour objectif de permettre de déterminer le calcul de dimensionnement et les caractéristiques technique, énergétique et économique de l'investissement de manière à évaluer l'efficacité du dispositif envisagé.

Exigences :

La note explicative relative aux calculs de dimensionnement doit contenir les éléments suivants :

- la présentation des besoins énergétiques à satisfaire par l'investissement et le cas échéant les consommations effectives avant investissement;
- les hypothèses de travail;
- le calcul de dimensionnement technique de l'investissement et les grandeurs de référence utilisées pour le calcul;
- une évaluation de l'économie d'énergie;
- le calcul du coût économique de l'investissement;
- la justification du choix des techniques et dispositifs envisagés;
- les normes et les codes de bonnes pratiques prises comme référence.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

Namur, le 10 avril 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Annexe V

Liste des travaux visant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment admis à la subvention

Peuvent être subventionnés dans le cadre du présent arrêté, les travaux suivants :

1. L'installation de systèmes exploitant des sources d'énergies renouvelables pour les besoins propres du bâtiment.

Les pompes à chaleur sont comprises, à l'exception de celles qui autorisent une inversion du système pour une climatisation en période de forte chaleur. Pour le recours à la technologie de la pompe à chaleur, il doit être démontré, par une note explicative conforme à l'annexe IV, que la pompe à chaleur proposée à la subvention permette un gain net en énergie primaire dans les conditions de fonctionnement adaptées au bâtiment.

L'installation de ces systèmes de chauffage de l'eau par panneaux solaires doit comprendre un système de suivi de ses performances pendant au moins deux ans.

2. L'installation d'un réseau de chaleur si celui-ci constitue une condition indispensable à une utilisation rationnelle d'énergie.

3. L'installation d'unités de cogénération de qualité, jusqu'y compris le raccordement électrique spécifique à l'installation, nécessaire aux besoins d'un bâtiment ou de plusieurs bâtiments proches.

4. L'isolation thermique des parois du bâtiment visés ci-après qui permet d'atteindre des coefficients globaux de transmission de la paroi égaux ou inférieurs aux valeurs suivantes :

Parois de la surface de déperdition k_{max} du bâtiment	(W/m²K)
a. Vitrage	2,0
b. Murs et parois opaques :	
— entre le volume protégé et l'air extérieur ou entre le volume protégé et un local non chauffé non à l'abri du gel	0,5
— entre le volume protégé et un local non chauffé à l'abri du gel	0,7
— entre le volume protégé et le sol	0,7
c. Toiture ou plafond séparant le volume protégé d'un local non chauffé non à l'abri du gel	0,3

Parois de la surface de déperdition k_{max} du bâtiment	(W/m ² K)
<i>d.</i> Plancher :	
— entre le volume protégé et l'air extérieur ou entre le volume protégé et un local non chauffé non à l'abri du gel	0,5
— entre le volume protégé et un local non chauffé à l'abri du gel	0,6
— entre le volume protégé et le sol	1,0

Les valeurs de K sont calculées selon les normes belges en vigueur.

5. Le remplacement ou l'amélioration de tout système de chauffage et qui correspond à l'une des catégories suivantes :

a. les chaudières à condensation

dans ce cas, le dossier de demande comprendra le schéma de l'installation et la régulation associée justifiant que la température de retour du fluide caloporteur permettra effectivement la condensation;

b. les travaux de partition du système de distribution de chaleur en fonction des différents usages du bâtiment;

c. les vannes thermostatiques adaptées au type de fréquentation des locaux;

d. les systèmes de régulation devant permettre au minimum une optimisation à l'arrêt des installations en fonction des conditions climatiques extérieures et de la demande intérieure;

e. tous les autres travaux qui ont trait aux installations de chauffage et qui sont conçus de manière telle que le système de chauffage (chaudière, distribution de la chaleur et régulation) soit particulièrement performant, c'est-à-dire un système qui d'une part développe une efficacité énergétique supérieure à un système classique et d'autre part qui permet une distribution et une régulation de la chaleur adaptées aux principes de l'utilisation rationnelle de l'énergie pour les différents usages du bâtiment. Dans ce cas, une note explicative conforme à l'annexe IV sera présentée.

Dans tous les cas, les tuyaux de distribution de la chaleur du système de chauffage subventionné circulant dans les locaux non chauffés doivent être calorifugés. Les matériaux isolants servant au calorifugeage des tuyauteries présenteront une résistance thermique supérieure ou égale à 0,25 m².K/W.

6. Les installations d'éclairage qui répondent aux normes belges en vigueur et qui correspondent à l'une des catégories suivantes :

a. Le remplacement de système d'éclairage dont la puissance installée après travaux ne dépasse pas :

— 3 W/m² par 100 lux dans les halls de sports et les piscines;

— 2,5 W/m² par 100 lux dans les bureaux et les locaux scolaires;

— 3 W/m² par 100 lux dans les locaux à usage hospitalier;

— entre 3 W/m² par 100 lux dans un couloir bas et large (min 30 m x 2 m x 2,8 m) et 8,5 W/m² pour 100 lux dans un couloir haut et étroit (min 30 m x 1 m x 3,5 m).

En cas de luminaires équipés de lampes fluorescentes ou de lampes à décharge, ceux-ci seront équipés exclusivement de ballasts électroniques.

b. Tout système permettant l'optimisation du fonctionnement du système d'éclairage, notamment, :

— minuterie, éventuellement associée à des détecteurs de présence, dans les locaux de circulation ainsi que dans les dégagements, toilettes :

— réglage, soit en tout ou rien soit en continu, du flux lumineux en fonction de l'éclairage naturel du local;

— double allumage permettant un éclairage réduit (de 30 à 50 %).

7. Tout équipement électrique rotatif (pompes, ventilateurs, compresseurs) dont le moteur est équipé d'une régulation à vitesse variable. Pour ce qui concerne la demande en chauffage, ventilation ou réfrigération, il doit être muni d'une gestion automatique adaptée aux besoins réels du bâtiment et de ses occupants.

8. Tout équipement de ventilation ou de refroidissement d'un bâtiment qui correspond à l'une des catégories suivantes :

a. systèmes de régulation permettant la gestion des débits à la demande : horloge, détection de présence, sonde CO₂, ... permettant le réglage de la ventilation;

b. installations de récupération de chaleur sur l'air extrait du bâtiment;

c. installations de protection solaire extérieure placées dans le but de diminuer la surchauffe dans le bâtiment et de limiter, le cas échéant, le recours à la climatisation des locaux;

d. installations permettant de diminuer le recours aux installations de réfrigération par un refroidissement direct de la boucle d'eau glacée par l'air extérieur (technique dite de « free-chilling »);

e. installations de refroidissement par ventilation naturelle ou hybride.

8. Tout autre équipement ou système qui a trait à l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment et qui est particulièrement performant, c'est-à-dire tout équipement ou système qui d'une part développe une efficacité énergétique supérieure à la normale et qui constitue une réponse adaptée aux principes de l'utilisation rationnelle de l'énergie pour les différents usages du bâtiment considéré. Dans ce cas, une note explicative conforme à l'annexe IV sera présentée.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

Namur, le 10 avril 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Annexe VI**Modèle de formulaire de demande de subvention****DEMANDE DE SUBSIDES UREBA**

Formulaire à renvoyer à :

Ministère de la Région wallonne D.G.T.R.E. - Division de l'Energie Avenue Prince de Liège, 7 5100 JAMBES

N°D.G.T.R.E. :

Date :

INSTITUTION OU ORGANISME

Dénomination : _____
Activité principale : _____
Rue : _____
Localité : _____
Téléphone : _____ / _____ Fax : _____ / _____

RESPONSABLE DE LA DEMANDE

Nom : _____
Fonction : _____
Téléphone : _____ / _____ Fax : _____ / _____

PERSONNE DE CONTACT

Nom : _____
Fonction : _____
Téléphone : _____ / _____ Fax : _____ / _____ E-mail : _____

OBJET DE LA DEMANDE DE SUBVENTION (cochez la case correspondante)

comptabilité énergétique

étude de pré-pré-faisabilité

audit énergétique

travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment - n°
(indiquer la (ou les) référence(s) des travaux considérés telle que reprise à l'annexe V de l'arrêté)

BÂTIMENT CONSIDÉRÉ PAR LA DEMANDE DE SUBVENTION**Dénomination :** _____

Adresse :

Rue, _____

n° : _____

Localité : _____

Usages _____

principaux _____

du _____

bâtiment : _____

Taille du bâtiment : _____

Surface au sol :	_____	m ²
Surface latérale extérieure :	_____	m ²
Volume du bâtiment :	_____	m ³
Dispose t'il d'une comptabilité énergétique : oui non		
Brève	description	de l'étude ou des travaux :

Montant total de l'étude ou des travaux à subsidier : _____ EUR		

Liste et brève description des annexes jointes à la présente (numérotez les annexes) :

1. _____
2. _____
3. _____
4. _____
5. _____
6. _____
7. _____
8. _____

Certifié sincère et véritable

Fait à

Le

Signature du responsable de la demande

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

Namur, le 10 avril 2003

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Annexe VII

**Déclaration annuelle des consommations énergétiques d'un bâtiment
disposant d'une comptabilité énergétique**

Formulaire à renvoyer à :

Ministère de la Région wallonne D.G.T.R.E. - Division de l'Energie Avenue Prince de Liège, 7 5100 JAMBES
--

Année

1. Renseignements généraux

1.1 Institution	
Dénomination :	_____
Activité principale :	_____
Rue et numéro :	_____
Code postal :	_____
Localité :	_____
Téléphone : /	Fax : /
1.2 Responsable de la demande	
Nom :	_____
Fonction :	_____
Téléphone : /	Fax : /
1.3 Personne de contact	
Nom :	_____
Fonction :	_____
Téléphone : /	Fax : /
1.4 Bâtiment concerné	
Dénomination :	_____
Rue et numéro :	_____
Code postal :	_____
Localité :	_____
Usages principaux du bâtiment :	_____

Nombre d'emploi dans le bâtiment à la fin de l'année précédente :

.....

Pour les établissements d'enseignement - Nombre d'élèves :

Pensionnat* : oui/non

- Réseau* : libre-privé/communal/provincial/communauté

Pour les établissements de santé, les hôtels, les internats : nombre de lits :

Pour les établissements ayant une piscine - surface du plan d'eau :

2. Renseignements relatifs au bâtiment et à ses installations

(Ces renseignements ne sont à fournir que la première année de la mise en place de la comptabilité énergétique et à chaque fois qu'une modification intervient dans la structure ou les installations du bâtiment)

2.1 Caractéristiques du bâtiment

Surface au sol : _____ m²

Surface latérale exposée à l'air _____ m²

extérieur :

Volume : _____ m³

2.2 Efficacité énergétique du bâtiment

Murs extérieurs* : isolés thermiquement non isolés thermiquement

Toiture* : isolée thermiquement non isolée thermiquement

Châssis* : bois PVC métallique

Vitrage* : simple double

2.3 Installation de production de chaleur

Dénomination et adresse du bâtiment dans lequel est située l'installation de production de chaleur :

Bâtiments chauffés par l'installation :

2.3.1 Production centralisée

Fluide caloporteur Eau chaude Eau surchauffée Vapeur
 Air chaud ----- par générateur par échangeur
 →

Température nominale de service : _____ °C

Pression effective de service : _____ bars

Circulation : naturelle forcée

Description des générateurs de chaleur :

Nature :			
Combustible :			
Marque :			
Type :			
Année de construction :			
Puissance nominale (kW) :			
Nombre de modules : (le cas échéant)			
Rendement mesuré :			
Production d'eau chaude sanitaire (le cas échéant) :			
Puissance installée :	_____ W	<input type="radio"/> centralisée	<input type="radio"/> décentralisée
Vase d'expansion* :	<input type="radio"/> ouvert	<input type="radio"/> fermé	
Distribution de chaleur* :	<input type="radio"/> Radiateurs	<input type="radio"/>	
		convecteurs	
	<input type="radio"/> Aérothermes	<input type="radio"/> ventilo-convecteurs	
	<input type="radio"/> par rayonnement	<input type="radio"/> de sol	
		<input type="radio"/> de plafond	
2.3.2 Production décentralisée			
Poêles*	<input type="radio"/> au charbon	<input type="radio"/> au bois	<input type="radio"/> au fuel <input type="radio"/> au pétrole
Convecteurs électriques*	<input type="radio"/> accumulation	<input type="radio"/> directs	
Convecteurs au gaz*	<input type="radio"/> gaz naturel	<input type="radio"/> propane	<input type="radio"/> butane
Aérothermes*	<input type="radio"/> gaz naturel	<input type="radio"/> propane	<input type="radio"/> butane
Tubes noirs rayonnants*	<input type="radio"/> gaz naturel		
2.4 Régulation			
Type de régulation*	<input type="radio"/> aquastat de chaudière seul <input type="radio"/> thermostat d'ambiance <input type="radio"/> Régulation par horloge seule <input type="radio"/> Régulation par horloge et sonde extérieure <input type="radio"/> Régulation par optimiseur <input type="radio"/> Télégestion <input type="radio"/> Vannes thermostatiques <input type="radio"/> Autre (préciser) : _____		
Description succincte de l'installation de régulation			

(*) Cocher la case en regard de votre choix

2.5 Occupation du bâtiment							
Mois de chauffe (A)	Nombre de jours d'occupation (Njo) et nombre d'heures d'occupation correspondant (Ho) (B)						Nombre de jours de chauffe par mois (Njc) (C)
	Njo	Ho	Njo	Ho	Njo	Ho	
Septembre							
Octobre							
Novembre							
Décembre							
Janvier							
Février							
Mars							
Avril							
Mai							
Juin							

Pour chacun des mois de chauffe repris en colonne (A), inscrire : - dans les différentes colonnes (B), les différents nombres de jours d'occupation (N jo) présentant un même nombre d'heures d'occupation (H o) ; dans la colonne (C), le nombre de jours de chauffe.

3. Consommations énergétiques

(Ces renseignements sont à fournir chaque année pendant les dix ans qui suivent la mise en place de la comptabilité énergétique)

Institution	
Dénomination :	_____
Activité principale :	_____
Rue et numéro :	_____
Code postal :	_____ Localité _____
Téléphone :	____ / ____
Fax :	____ / ____
Bâtiment	
Dénomination :	_____
Rue et numéro :	_____
Code postal :	_____ Localité _____

ENERGIE UTILISEE	Unité (*)	Année :	
		Consommation	Coût
a. Charbon	kg		
b. Fuel et Gasoil	litre kg		
c. Gaz naturel	m ³ kW		
	h		
d. Butane-Propane	litre kg		
e. Vapeur	kCa MJ		
	l		
f. Autres (préciser la nature et l'unité)			
Electricité	kWh		

(*) Biffer la mention inutile

4. Fournir des exemples d'interprétation des résultats issus de la comptabilité énergétique pour l'année considérée :

- l'existence de consommations indépendantes de la rigueur climatique ;
- l'établissement d'un niveau de consommation d'énergie et d'un budget de dépenses d'énergie en année climatique normale ;
- la mesure des économies obtenues par les projets mis en place ;
- le suivi de ratios de consommation.

Les résultats doivent être présentés de façon claire (graphique, tableau, ...) et de manière à pouvoir être compris et interprétés par des personnes non spécialisées.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

Namur, le 10 avril 2003

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Énergie,

J. DARAS

Annexe VIII

**Déclaration annuelle des consommations énergétiques d'un bâtiment
ayant bénéficié d'une subvention pour des travaux d'amélioration de la performance
énergétique**

Institution	
Dénomination :	_____
Activité principale :	_____
Rue et	_____
numéro :	_____
Code postal :	_____ Localité : _____
Téléphone :	_____/_____/_____ Fax : ____/____/_____
Bâtiment	
Dénomination :	_____
Rue et	_____
numéro :	_____
Code postal :	_____ Localité : _____
Nombre d'emploi dans le bâtiment à la fin de l'année précédente :	
Pour les établissements d'enseignement - Nombre d'élèves :	
Pensionnat* : oui/non	
- Réseau* : libre-privé/communal/provincial/communauté	
Pour les établissements de santé, les hôtels, les internats : nombre de lits :	
Pour les établissements ayant une piscine - surface du plan d'eau :	

Remarque importante : Si le bâtiment a subi, au cours de l'année précédente, une quelconque modification de sa structure ou de ses installations, du volume bâti et/ou de l'affectation des locaux, il convient de compléter également les tableaux des pages suivantes intitulés « Renseignements relatifs au bâtiment et à ses installations ».

ENERGIE UTILISEE	Unité (*)	Année :	
		Consommation	Coût
a. Charbon	kg	_____	_____
b. Fuel et Gasoil	litre kg	_____	_____
c. Gaz naturel	m ³ kW	_____	_____
d. Butane-Propane	litre kg	_____	_____
e. Vapeur	kCa MJ	_____	_____
f. Autres (préciser la nature et l'unité)	l	_____	_____
Electricité	kWh	_____	_____

(*) Biffer la mention inutile

Renseignements relatifs au bâtiment et à ses installations

(Ces renseignements sont à fournir si le bâtiment a subi, au cours de l'année précédente, une quelconque modification de sa structure ou de ses installations, du volume bâti et/ou de l'affectation des locaux)

1 Caractéristiques du bâtiment

Surface au sol : _____ m²

Surface latérale
exposée à l'air _____ m²

extérieur :

Volume : _____ m³

2 Efficacité énergétique du bâtiment

Murs extérieurs* : isolés thermiquement non isolés
thermiquement

Toiture* : isolée thermiquement non isolée
thermiquement

Châssis* : bois PVC métallique

Vitrage* : simple double

3 Installation de production de chaleur

Dénomination et adresse du bâtiment dans lequel est située l'installation de production de chaleur :

Bâtiments chauffés par l'installation :

3.1 Production centralisée			
Fluide caloporteur	<input type="radio"/> Eau chaude <input type="radio"/> Air chaud ----- →	<input type="radio"/> Eau surchauffée <input type="radio"/> par générateur	<input type="radio"/> Vapeur <input type="radio"/> par échangeur
Température nominale de service : _____ °C			
Pression effective de service : _____ bars			
Circulation : <input type="radio"/> naturelle <input type="radio"/> forcée			
Description des générateurs de chaleur :			
Nature :			
Combustible :			
Marque :			
Type :			
Année de construction :			
Puissance nominale (kW) :			
Nombre de modules : (le cas échéant)			
Rendement mesuré :			
Production d'eau chaude sanitaire (le cas échéant) :			
Puissance installée :	_____ W	<input type="radio"/> centralisée	<input type="radio"/> décentralisée
Vase d'expansion* :	<input type="radio"/> ouvert	<input type="radio"/> fermé	
Distribution de chaleur* :	<input type="radio"/> Radiateurs	<input type="radio"/> convecteurs	
	<input type="radio"/> Aérothermes	<input type="radio"/> ventilo-convecteurs	
	<input type="radio"/> par rayonnement	<input type="radio"/> de sol	<input type="radio"/> de plafond
3.2 Production décentralisée			
Poêles*	<input type="radio"/> au charbon	<input type="radio"/> au bois	<input type="radio"/> au fuel <input type="radio"/> au pétrole
Convecteurs électriques*	<input type="radio"/> accumulation	<input type="radio"/> directs	
Convecteurs au gaz*	<input type="radio"/> gaz naturel	<input type="radio"/> propane	<input type="radio"/> butane
Aérothermes*	<input type="radio"/> gaz naturel	<input type="radio"/> propane	<input type="radio"/> butane
Tubes rayonnants* noirs	<input type="radio"/> gaz naturel		
4 Régulation			
Type de régulation*	<input type="radio"/> aquastat de chaudière seul <input type="radio"/> thermostat d'ambiance <input type="radio"/> Régulation par horloge seule <input type="radio"/> Régulation par horloge et sonde extérieure <input type="radio"/> Régulation par optimiseur <input type="radio"/> Télégestion		

Vannes thermostatiques
 Autre (préciser) : _____

Description succincte de l'installation de régulation

(*) Cocher la case en regard de votre choix

5 Occupation du bâtiment							
Mois de chauffe (A)	Nombre de jours d'occupation (Njo) et nombre d'heures d'occupation correspondant (Ho) (B)						Nombre de jours de chauffe par mois (Njc) (C)
	Njo	Ho	Njo	Ho	Njo	Ho	
Septembre							
Octobre							
Novembre							
Décembre							
Janvier							
Février							
Mars							
Avril							
Mai							
Juin							

Pour chacun des mois de chauffe repris en colonne (A), inscrire : - dans les différentes colonnes (B), les différents nombres de jours d'occupation (N jo) présentant un même nombre d'heures d'occupation (H o) ; dans la colonne (C), le nombre de jours de chauffe.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

Namur, le 10 avril 2003.

Le Ministre-Président,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Énergie,
 J. DARAS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 2172

[C — 2003/27376]

10. APRIL 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, insbesondere der Artikel 7 und 8;

In der Erwägung, dass der Anlass besteht, die Programme zur Verbesserung der rationellen Energieverwendung seitens der öffentlich-rechtlichen Personen und nicht-kommerziellen Einrichtungen zu unterstützen, und den Anteil der erneuerbaren Energiequellen in der Bilanz der Primärenergie sowie die Inanspruchnahme der hochwertigen Kraft/Wärme-Kopplung zu steigern;

In der Erwägung, dass eine Unterstützung der Entscheidungshilfe innerhalb der öffentlich-rechtlichen Personen und nicht-kommerziellen Einrichtungen von Wichtigkeit ist, um diesen zu ermöglichen, ihre Energieausgaben besser zu beherrschen;

Aufgrund des am 6. Mai 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 8. Mai 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung vom 4. Juli 2002 über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 2. Oktober 2002 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 16. Dezember 2002 in Anwendung des Artikels 84, Absatz, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Definitionen

Artikel 1 - Bei der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1°) Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

2°) Verwaltung: die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region;

3°) öffentlich-rechtliche Person: jede Gemeinde, Provinz und jedes öffentliche Sozialhilfezentrum der Wallonie;

4°) nicht-kommerzielle Einrichtungen: die Einrichtungen im Sinne von Art. 1, 4° des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien;

5°) erneuerbare Energiequelle: jede andere Energiequelle als die fossilen Brennstoffe und die Kernspaltung im Sinne von Art. 2, 4° des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

6°) hochwertige Kraft/Wärme-Kopplung: die gleichzeitige Produktion von Strom und Hitze im Sinne von Art. 2, 3° des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

7°) Energieeffizienz eines Gebäudes: die Gesamtenergieeffizienz eines Gebäudes, dargestellt durch einen oder mehrere numerische Indikatoren, die unter Berücksichtigung von Wärmedämmung, technischen Merkmalen und Installationskennwerten, Bauart und Lage in Bezug auf klimatische Aspekte, Sonnenexposition und Einwirkung derbenachbarten Strukturen, Eigenenergieerzeugung und anderer Faktoren, einschließlich Innenraumklima, die den Energiebedarf beeinflussen, berechnet wurden;

8°) Energiebuchhaltung: System zur Buchhaltung der Energieflüsse gemäß der in der Anlage I stehenden Begriffsbestimmung, durch das erstens die zu treffenden Entscheidungen im Bereich des Energiemanagements u.a. durch die Sammlung, die Verarbeitung und Übermittlung von Informationen bezüglich der durch jede technische Betriebseinheit, Dienststelle oder Anwendung verbrauchten Energieträger dokumentiert und begründet werden können, durch das zweitens die Aufstellung von Verbrauchsquoten ermöglicht wird, und durch das drittens gegebenenfalls Alarm gegeben und die Kontrolle eines übermäßigen Energieverbrauchs ermöglicht werden kann;

9°) Energiebilanz: Bewertungsverfahren der Energieeffizienz eines Gebäudes, seiner Ausrüstungen und seines Managements, unter Berücksichtigung seiner Merkmale und Anwendungen, im Sinne der Anlage II;

10°) Durchführbarkeitsvorstudie: Studie im Sinne der Anlage III, aufgrund deren die Dimensionierung und die technischen, energetischen und wirtschaftlichen Merkmale einer Investition ohne Hinweis auf einen bestimmten Typ oder eine bestimmte Marke bezüglich dieser Investition festgelegt werden können;

11°) Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes: in der Anlage V zum vorliegenden Erlass erwähnte Arbeiten in Bezug auf die Verwendung von erneuerbaren Energiequellen, die Installation einer hochwertigen Kraft/Wärme-Kopplung, die Verbesserung der Heiz- und Lüftungssysteme, der Klimaanlage, der Beleuchtung, des Energiemanagements unter Berücksichtigung des Wärmekomforts im Winter und im Sommer und der Qualität der Innenluft, und die zur einer Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes führen;

12°) zugelassener Begutachter: eine kraft Artikel 13 des vorliegenden Erlasses zugelassene natürliche Person;

13°) aktive Energiepolitik: die Gesamtheit der aufeinander abgestimmten und koordinierten Aktionen und Verfahren, die auf die Gebäude desselben Vermögensbestandes angewandt werden, wodurch einerseits der Energieverbrauch dieser Gebäude normal verfolgt werden kann und andererseits die Grundsätze der rationellen Energieverwendung in den Bau, die Instandhaltung und Sanierung dieses Vermögensbestandes integriert werden können, um die Energieeffizienz dieser Gebäude zu verbessern. Diese Politik kann insbesondere die Einführung einer Energiebuchhaltung betreffen, auf deren Grundlage zumindest die in der Anlage VII beschriebenen Informationen ermittelt werden können, sowie ebenfalls die Bestellung eines Energiebeauftragten, die Durchführung von genauen Bilanzen oder die Tätigkeit von besonderen Investitionen im Bereich der Energie, die Einführung von spezifischen auf die Energie bezogenen Klauseln in den Lastenheften für den Bau oder die Sanierung von Gebäuden, die Verbesserung des Energiemanagements des Bestandes, die Information oder die Sensibilisierung der Bewohner, die Freigabe von spezifisch für die Energieproblematik bestimmten Mitteln oder jegliche andere Maßnahme zum aktiven Management, die eine Verbesserung der Energieeffizienz der Gebäude eines gleichen Vermögensbestandes mit sich bringt.

Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses

Art. 2 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Minister den öffentlich-rechtlichen Personen und den nicht-kommerziellen Einrichtungen einen Zuschuss für die Einführung einer Energiebuchhaltung, die Durchführung von Bilanzen und Durchführbarkeitsvorstudien, sowie von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes, das zu Ihrem Vermögensbestand gehört.

Für die Arbeiten, die nicht die erneuerbaren Energiequellen, die hochwertige Kraft/Wärme-Kopplung oder die Einführung einer Energiebuchhaltung betreffen, kann dem Antragsteller jedoch nur dann ein Zuschuss gewährt werden, wenn er zum Zeitpunkt seines Antrags das betroffene Gebäude benutzt und wenn dieses Gebäude seit mindestens 10 Jahren gebaut ist.

Art. 3 - § 1. Bei der Schätzung der Berechnungsgrundlage des Zuschusses werden die gesamten zulässigen Kosten einschließlich der MWSt. als Bezugswert genommen.

§ 2. Unter zulässigen Kosten versteht man:

a) für die Einführung einer Energiebuchhaltung: die Lieferung und die Installierung der Vorrichtungen zur Messung des Energieverbrauchs, das Zubehör, die Kabel, die Schaltschränke ggf. einschließlich der Geräte für den Fernservice, die Geräte zur Messdatenspeicherung und die Datenerfassungs-, -analyse- und validierungssoftware, sowie die Kosten für die Schulung des betroffenen Personals;

b) für die Durchführung einer Energiebilanz durch einen zugelassenen Begutachter bzw. einer Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes: die erforderlichen Leistungen des Studienbeauftragten und ggf. die Kosten für Energiemessungen;

c) für die Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes: die Anschaffung und Installierung von Materialien bzw. Ausrüstungen zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes.

Art. 4 - § 1. Der auf die Berechnungsgrundlage für den Betrag des Zuschusses anwendbare Satz wird wie folgt festgelegt:

a) für die Einführung einer Energiebuchhaltung beträgt der Bezuschussungssatz 50% des Betrags der zulässigen Kosten;

b) für die Durchführung einer Energiebilanz durch einen zugelassenen Begutachter bzw. einer Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes, beträgt der Bezuschussungssatz 50% des Betrags der zulässigen Kosten; dieser Satz wird jedoch auf 60% festgelegt, wenn der Antragsteller seit mindestens zwei Jahren eine aktive Energiepolitik für seinen Vermögensbestand anwendet;

c) für die Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes beträgt der Bezuschussungssatz 30% des Betrags der zulässigen Kosten; dieser Satz wird jedoch auf 40 % festgelegt, wenn der Antragsteller seit mindestens zwei Jahren eine aktive Energiepolitik für seinen Vermögensbestand anwendet;

§ 2. Um auf den in § 1, c) erwähnten Zuschuss Anspruch zu haben, muss sich der Betrag der zulässigen Kosten mindestens auf € 2.500 belaufen.

Art. 5 - Das gleichzeitige Beziehen mehrerer Zuschüsse ist erlaubt, insofern die Gesamtsumme der gewährten Zuschüsse 100% des Gesamtbetrags der zulässigen Kosten nicht übertrifft.

Art. 6 - Um Gegenstand eines Zuschusses sein zu können, muss die Energiebilanz von einem zugelassenen Begutachter durchgeführt werden. In diesem Fall muss letzterer die nachstehenden Bedingungen erfüllen:

— von dem Betrieb und den Unternehmen, die mit der Durchführung der Arbeiten oder Investitionen, die vom Begutachter zu untersuchen sind, beauftragt sind, unabhängig sein;

— weder Energieversorger noch Lieferant einer in der Energiebilanz erwähnten Ausrüstung sein;

— seine Erfahrung im Bereich der Analyse der Energieeffizienz der untersuchten Anlagen, Ausrüstungen oder Aktivitäten mit der Angabe von Referenzen belegen können.

Einreichung des Zuschussantrags

Art. 7 - § 1. Die Akte des Zuschussantrags wird in doppelter Ausfertigung bei der Verwaltung eingereicht. Sie besteht aus folgenden Unterlagen:

1°) für die Einführung einer Energiebuchhaltung:

— das in der Anlage VI des vorliegenden Erlasses festgelegte Formular;

— das Lastenheft oder die Beschreibung der durchzuführenden Arbeiten und der zu installierenden Ausrüstungen;

— der Kostenvoranschlag für die Lieferung und Installierung der Ausrüstungen, die Gegenstand des Zuschusses sind;

- ein Erklärungsschreiben zur Übereinstimmung der Arbeiten mit den Vorschriften der Anlage I;
- alle Unterlagen über alle Finanzierungsquellen und alle für die Durchführung der geplanten Arbeiten bereits erhaltenen Zuschüsse sowie alle Zuschüsse, die bereits beantragt worden sind oder beantragt werden können.

2°) für die Durchführung einer Energiebilanz durch einen zugelassenen Begutachter bzw. einer Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes:

- das in der Anlage VI des vorliegenden Erlasses festgelegte Formular;
- die Energiebilanz oder die Durchführbarkeitsvorstudie für eine Investition, je nach Fall gemäß den Vorschriften der Anlage II oder III;
- die Abschrift der detaillierten Rechnung für das Honorar betreffend die Studie;
- die Abschrift des Zahlungsbelegs;
- die Forderungsanmeldung an die Region;
- die Bescheinigung des zugelassenen Begutachters zur Bestätigung, die er die Bedingungen von Art. 6 erfüllt, wenn es sich um eine Energiebilanz handelt;
- gegebenenfalls eine Darstellung der aktiven Energiepolitik, die auf den Vermögensbestand des Antragstellers angewandt wird.

3°) für die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes:

- das in der Anlage VI des vorliegenden Erlasses festgelegte Formular;
- das Lastenheft oder die Beschreibung der durchzuführenden Arbeiten und der zu installierenden Ausrüstungen;
- der Kostenvoranschlag für die Lieferung und Installierung der Ausrüstungen, die Gegenstand des Zuschusses sind;
- ein Erklärungsschreiben über die Einhaltung der in der Anlage V angeführten Kriterien in Bezug auf die Energie;
- alle Unterlagen über alle Finanzierungsquellen und alle für die Durchführung der geplanten Arbeiten bereits erhaltenen Zuschüsse sowie alle Zuschüsse, die bereits beantragt worden sind oder beantragt werden können;
- gegebenenfalls eine Darstellung der aktiven Energiepolitik, die auf den Vermögensbestand des Antragstellers angewandt wird.

Art. 8 - § 1. Innerhalb eines Monats nach dem Eingang des Zuschussantrags übermittelt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung, in der sie angibt, ob die Antragsakte vollständig ist oder nicht.

Wird die Akte als unvollständig erklärt, so verfügt der Antragsteller über eine Frist von zwei Monaten ab dem Versand der Empfangsbestätigung durch die Verwaltung, um die fehlenden Angaben mitzuteilen.

Wenn der Antragsteller vor dem Ablauf dieser Frist der Verwaltung die benötigten Auskünfte hat zukommen lassen, so wird ihm eine zweite Empfangsbestätigung zugeschickt, um den Antragsteller über die Vollständigkeit seiner Akte zu informieren.

Wenn der Antragsteller aber am Ablauf dieser Frist die angeforderten Auskünfte nicht übermittelt hat, wird angenommen, dass der Antrag nie eingereicht worden ist.

§ 2. Der Ablehnungsbeschluss bzw. die Zuschusszusage werden innerhalb 3 Monaten ab dem Versand der Empfangsbestätigung, in der die Vollständigkeit der Akte bescheinigt wird, gestellt.

§ 3. Die Gewährung des Zuschusses zur Einführung einer Energiebuchhaltung oder für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes setzt die Verpflichtung voraus, der Verwaltung jährlich während 10 Jahren die in den Anlagen VII bzw. VIII erwähnten Informationen über den Energieverbrauch des betroffenen Gebäudes mitzuteilen.

Art. 9 - § 1. Die Zuschussanträge, die die Einführung einer Energiebuchhaltung betreffen, sowie diejenigen, die Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes betreffen, müssen der Angebotsanfrage und der Durchführung der Arbeiten vorausgehen. Die Arbeiten dürfen erst dann stattfinden, nachdem der Ablehnungsbeschluss oder die Zuschusszusage zugestellt worden ist. Die Zuschusszusage kann an Bedingungen in Zusammenhang mit der Abänderung bestimmter technischer Aspekte der Antragsakte gebunden werden.

§ 2. Wenn bestimmte Arbeiten jedoch dringend notwendig sind, können diese vor der Einreichung des Antrags anfangen unter der Voraussetzung, dass die Verwaltung eine schriftliche Genehmigung zum Beginn der Arbeiten ausgestellt hat, wobei diese nicht als Zuschusszusage gelten kann.

§ 3. Die Zuschussanträge für die Durchführung einer Energiebilanz durch einen zugelassenen Begutachter bzw. einer Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes, werden spätestens sechs Monate nach der Durchführung der Bilanzen oder Studien eingereicht.

Art. 10 - § 1. Die bezuschussten Arbeiten müssen innerhalb einer Frist von 3 Jahren ab der Zustellung der Zuschusszusage durchgeführt werden.

Diese Frist kann jedoch um ein Jahr verlängert werden, wenn der Bezugsberechtigte dies spätestens 3 Monate vor dem Ablauf der ursprünglich vorgesehenen Frist durch ein mit Gründen versehenes Schreiben bei der Verwaltung beantragt.

Antrag auf Auszahlung des Zuschusses

Art. 11 - § 1. Der Antrag auf Auszahlung des Zuschusses für die Einführung einer Energiebuchhaltung und für die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes muss im Laufe des Jahres nach demjenigen, während dessen die Arbeiten durchgeführt worden sind, bei der Verwaltung in zwei Ausfertigungen eingereicht werden.

§ 2. Wird diese Frist nicht eingehalten, so wird die Akte abgeschlossen und der Gewährungsbeschluss hinfällig.

§ 3. Der Antrag auf Auszahlung des Zuschusses für Arbeiten enthält:

- den Beschluss zur Vergabe des Auftrags für Arbeiten, und die vergleichende Analyse der Angebote;
- die Abschrift des Angebots des Auftragnehmers;
- die verschiedenen Fortschrittstände der Arbeiten, die Endabrechnung und die entsprechenden Rechnungen;
- das Protokoll über die vorläufige Abnahme der Arbeiten;
- die Forderungsanmeldung entgegen der Region für die Auszahlung des Zuschusses.

§ 4. Innerhalb eines Monats nach dem Eingang des Antrags auf Auszahlung des Zuschusses übermittelt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung, in der sie angibt, ob die Antragsakte vollständig ist oder nicht.

Ist die Akte unvollständig, so verfügt der Antragsteller über eine Frist von zwei Monaten ab dem Eingangsdatum der Empfangsbestätigung, um der Verwaltung die fehlenden Angaben mitzuteilen.

Wenn der Antragsteller vor dem Ablauf dieser Frist der Verwaltung die benötigten Auskünfte hat zukommen lassen, so wird eine zweite Empfangsbestätigung zugeschickt, um den Antragsteller über die Vollständigkeit seiner Akte zu informieren.

Wenn der Antragsteller aber am Ablauf dieser Frist die angeforderten Auskünfte nicht übermittelt hat, wird angenommen, dass der Antrag auf Auszahlung nie eingereicht worden ist.

Begleitausschuss

Art. 12 - § 1. Beim Minister wird ein Begleitausschuss eingerichtet, der mit der technischen Untersuchung der Akten bezüglich der Zuschussanträge beauftragt wird.

§ 2. Der Begleitausschuss hat folgende Zusammensetzung:

- ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;
- zwei Vertreter der Verwaltung;
- der Finanzinspektor;
- ein oder mehrere Sachverständige im Bereich der Energie, welche vom Minister bestellt werden.

§ 3. Für die Akten in Zusammenhang mit Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes bewertet der Begleitausschuss den Zuschussantrag nach den folgenden Kriterien:

- der energetische Vorrangcharakter des Vorhabens im Kontext des Gebäudes;
- die Relevanz der gewählten Techniken und vorgeschlagenen Vorrichtungen;
- die Energieeinsparung, insbesondere was die Primärenergie angeht, und die erwartete Verringerung der CO₂-Emissionen;
- die Schätzung der buchhalterischen Payback-Dauer der Investition;
- gegebenenfalls die aktive Energiepolitik, die auf das Gebäude angewandt wird.

§ 4. Für die anderen Akten in Zusammenhang mit Zuschussanträgen als diejenigen, die in § 3 erwähnt sind, nimmt der Begleitausschuss die Qualitätsbewertung nach folgenden Kriterien vor:

- die Methodologie und technische Genauigkeit;
- die Relevanz der gewählten Techniken und vorgeschlagenen Vorrichtungen;
- die Energieeinsparung, insbesondere was die Primärenergie angeht, und die erwartete Verringerung der CO₂-Emissionen.

Zulassung der Begutachter

Art. 13 - § 1. Jede natürliche oder juristische Person kann einen Antrag auf Zulassung als Begutachter einreichen. Dieser Antrag muss bei der Verwaltung per Einschreiben eingereicht werden.

Der Zulassungsantrag enthält folgende Angaben:

- Name, Anschrift und Beruf des Antragstellers;
- Titel, Eigenschaften und Referenzen des Antragstellers im Bereich der Energie-Begutachtung;
- die technischen Mittel und Zusammenarbeitsmöglichkeiten, über die der Antragsteller verfügt.

§ 2. Nach Begutachtung durch die Verwaltung, die die Möglichkeit hat, den Antragsteller anzuhören, befindet der Minister über den Zulassungsantrag. Der Zulassungsbeschluss wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Die Zulassung wird für eine Frist von drei Jahren gewährt. Sie ist auf der Grundlage eines Erneuerungsantrags, der vor dem Ablaufdatum der Zulassung eingereicht wird, erneuerbar. In diesem Fall wird die Zulassung verlängert bis der Minister über den Erneuerungsantrag befunden hat.

§ 3. Stellt die Verwaltung Mängel seitens des zugelassenen Begutachters fest, ob es sich um die technischen Kenntnisse, die Methodologie oder Genauigkeit, oder aber um die Qualität des Berichts über die Energiebilanz handelt, so lädt sie den Begutachter vor. Nachdem die Verwaltung den Begutachter zur Anhörung vorgeladen hat, schlägt sie ggf. dem Minister die Zusendung einer Mahnung, eines vorläufigen oder endgültigen Entzugs der Zulassung als zugelassener Begutachter vor. Der Minister befindet auf gleichlautendes Gutachten der Verwaltung. Der Beschluss zum Entzug der Zulassung wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Übergangsmaßnahmen

Art. 14 - Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereichten Zuschussanträge unterliegen weiterhin den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juli 1983 über die Gewährung von Zuschüssen an die Gemeinden für die Durchführung von Arbeiten zur Energieeinsparung.

Art. 15 - Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereichten Zuschussanträge oder jene Zuschussanträge, die innerhalb zwei Jahren nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht werden und Arbeiten betreffen, die vor diesem Inkrafttreten begonnen haben, unterliegen weiterhin den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 10. Februar 1983 zur Förderung der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juli 1983 zur Förderung von Investitionen zur rationellen Energieverwendung.

Art. 16 - Alle Zuschussanträge bezüglich der Durchführung einer Energiebilanz durch einen zugelassenen Begutachter bzw. einer Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition für Arbeiten, die die Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes in Anwendung des vorliegenden Erlasses ermöglichen, dürfen nur Aufträge betreffen, die nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses bestellt und erledigt worden sind.

Art. 17 - Während eines Zeitraums von zwei Jahren ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses können alle Arbeiten, die den Zulässigkeitskriterien des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juli 1983 über die Gewährung von Zuschüssen an die Gemeinden für die Durchführung von Arbeiten zur Energieeinsparung, abgeändert durch die Erlasse vom 20. Juni 1984, 2. Oktober 1985, 23. Januar 1986 und 2. Juni 1988, oder denjenigen des Königlichen Erlasses vom 10. Februar 1983 zur Förderung von Investitionen zur rationellen Energieverwendung und seines Durchführungserlasses vom 1. August 1983 genügen, einen Zuschuss in Höhe von 15% des Betrags der zulässigen Kosten veranlassen, wobei das im vorliegenden Erlass festgelegte Verfahren einzuhalten ist.

Schlussbestimmungen

Art. 18 - Art. 1, 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2000 zur Gewährung einer Prämie für die Errichtung eines solaren Warmwasserbereiters wird abgeschafft und durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«2° Antragsteller: jede natürliche oder juristische Person mit Ausnahme der Bezugsberechtigten des Erlasses der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden.»

Art. 19 - Bei Betrug verwirkt der Bezugsberechtigte während eines Zeitraums von 10 Jahren sein Recht auf Wiedereinreichung eines neuen Zuschussantrags.

Art. 20 - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juli 1983 über die Gewährung von Zuschüssen an die Gemeinden für die Durchführung von Arbeiten zur Energieeinsparung in seiner durch die Erlasse vom 20. Juni 1984, 2. Oktober 1985, 23. Januar 1986 und 2. Juni 1988 wird aufgehoben.

Art. 21 - Der Königliche Erlass vom 10. Februar 1983 zur Förderung von Investitionen zur rationellen Energieverwendung und sein Durchführungserlass vom 1. August 1983 werden aufgehoben.

Art. 22 - Der vorliegende Erlass tritt am zehnten Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 23 - Der Minister der Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. April 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Anlage I

Lastenheft mit den Mindestanforderungen für die Einführung einer Energiebuchhaltung

Zielsetzung

Die Energiebuchhaltung hat zum Ziel, eine Überwachung des Energieverbrauchs eines Gebäudes über die Zeit zu ermöglichen und die im Bereich des Energiemanagements eines Gebäudes zu treffenden Entscheidungen zu dokumentieren, indem insbesondere folgende Maßnahmen gewährleistet werden:

- Die Sammlung, Verarbeitung und Übermittlung von Informationen bezüglich der pro System, Verbrauchspunkt, Dienst oder Einheit verbrauchten Energieträger;
- Die Aufstellung von Verbrauchsquoten pro System, Verbrauchspunkt, Dienst oder Einheit;

- Eine Alarm- und Kontrollfunktion bei übermäßigem Energieverbrauch;
- Die Bewertung der Auswirkungen der durchgeführten Maßnahmen.

Anforderungen

Die Energiebuchhaltung muss das Folgende ermöglichen:

- Die Sammlung der in physikalischen Einheiten ausgedrückten Daten über den Verbrauch der verschiedenen Energieträger im Gebäude und über die verschiedenen Anwendungen pro Träger und Zweckbestimmung, unabhängig von den Preisen und Tarifen;
- Die Ausarbeitung von Indikatoren, die u.a. auf den spezifischen Verbrauchsdaten basieren;
- Eine Überwachung der Lage über die Zeit, so dass bei jedem übermäßigem Verbrauch oder abnormalen Zustand eine rasche Reaktion ermöglicht wird;
- Die Berücksichtigung jeglicher bedeutenden Schwankung in den Zweckbestimmungen des Energieverbrauchs im Gebäude;
- Die Miteinbeziehung aller Stufen der Informationsverarbeitung: Erfassung und Verarbeitung der relevanten Daten, Bildung von operationellen Indikatoren, Mitteilung an die Personen, die im Stande sind, die erforderlichen Maßnahmen zu treffen, ständige Überwachung der Weiterentwicklung. Die Ergebnisse müssen u.a. auf die Verbesserung der Energieeffizienz und der Energiebilanz im Allgemeinen hinweisen.

Der Ablauf einer Energiebuchhaltung umfasst drei unterschiedliche Stufen:

1) Die Datensammlung

Die Sammlung der Daten muss zur Identifizierung der Systeme und Verbrauchspunkte führen, indem die Anwendungen ggf. differenziert werden, so dass eine allgemeine Übersicht des Energieverbrauchs entsteht.

Jedes System und jeder Verbrauchspunkt muss durch folgende Angaben identifiziert werden:

- der Energieträger;
- die Energieanwendung (Heizung oder nicht);
- die Energiezufuhr (Zähler oder Lagerung);
- die physikalische Zählereinheit (Liter, m³, kg, kWh,...);
- der Multiplikator zwischen dem Index und der physikalischen Zählereinheit;
- der anzuwendende Multiplikator für die Standardisierung des Verbrauchs in kWh.

2) Die Datenverarbeitung

Die gemessenen Daten müssen derart gespeichert und verarbeitet werden, dass:

- der Energieverbrauch standardmäßig mit einer selben Einheit (kWh) ausgedrückt wird;
- der Energieverbrauch in Primärenergie-Einheiten gerechnet wird;
- der Einfluss schlechter Wetterbedingungen in den Verbrauchsdaten beseitigt wird, indem diese auf eine als Referenz dienende Wetterlage aufgrund von Gradtagen zurückgebracht werden;
- die CO₂-Emissionen für eine als Referenz dienende Klimalage berechnet werden;
- für jedes System und jeden Verbrauchspunkt Vergleichsquoten und eine für die Nutzung des Gebäudes typische Leistungstabelle erstellt werden. Jede für das Energiemanagement verantwortliche Person wählt die Kriterien aus, die für sie am meisten relevant sind.

3) Auslegung und Vorstellung der Ergebnisse

Um die Ergebnisse auszulegen und operative Schlussfolgerungen zu ziehen, ist eine gute Kenntnis der Gebäude, deren Systeme und deren Zweckbestimmungen erforderlich.

Gegebenenfalls können mit den Ergebnissen insbesondere folgende Elemente festgestellt werden:

- Lese- und Kodierfehler oder plötzlicher übermäßiger Verbrauch;
- Regulierungsprobleme;
- allmählich vortretender Überverbrauch (mangelnde Wartung der Ausrüstungen,...);
- Vorhandensein eines Energieverbrauchs, der nicht von der Wetterlage abhängt;
- Erstellung einer Energieverbrauchsstufe für ein Jahr unter normalen Klimaumständen;
- Erstellung eines Haushaltsplans mit Energiekosten für ein Jahr unter normalen Klimaumständen;
- Messung der dank der durchgeführten Projekte erreichten Ersparnisse
- ...

Die Ergebnisse müssen auf deutliche, für Nichtspezialisten verständliche Weise dargelegt werden (graphische Darstellung, Tabelle,...)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden beigefügt zu werden.

Namur, den 10. April 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Anlage II

Lastenheft mit den Mindestanforderungen für die Energiebilanz**Zielsetzung**

Die Energiebilanz hat zum Zweck, ein Verzeichnis des Energieverbrauchs eines Gebäudes unter Berücksichtigung seiner Merkmale und seiner Anwendungen zu erstellen und die Punkte zu identifizieren, die zur Verbesserung der Energieeffizienz des besagten Gebäudes beitragen können.

Anforderungen

Die Energiebilanz muss die folgenden Punkte umfassen:

— Eine Beschreibung der Merkmale (Außenhaut und Systeme) des Gebäudes und dessen Anwendungen auf der Grundlage von energetischen Erwägungen, einschließlich der Managementsysteme und der Schlüsselparameter für die Regulierung;

— Eine globale Untersuchung der Energieflüsse im Gebäude: Energieverbrauch in den letzten drei Jahren pro Energieträger (Gas, Heizöl, Strom, Kohle,...), die in physikalischen Einheiten (kWh, T.L,...), in kWh ausgedrückt und normalisiert (d.h. auf ein Jahr unter normalen Klimaaumständen - für die betroffenen Anwendungen - zurückgebracht) sind. Sie führt zu einer Tabelle des in MWh Primärenergie umgerechneten Endverbrauchs und der CO₂-Emissionen (Kg CO₂) (auf der Grundlage von durch den Minister der Energie mitgeteilten Umrechnungsfaktoren);

— Eine Identifizierung der Punkte, die zur Verbesserung der Energieeffizienz des Gebäudes führen können, wobei diese Punkte in der Vorrangreihenfolge geordnet sind (Außenhaut, Ausrüstungen, Management,...).

Die Bilanz muss die Erstellung eines allgemeinen Aktionsplans zur Verbesserung der Energieeffizienz des Gebäudes und die Beurteilung der Relevanz einer energiesparenden Investition ermöglichen, die darauf abzielt, die Energie auf rationellere Weise zu verwenden oder auf erneuerbare Energiequellen oder auf hochwertige Kraft/Wärme-Kopplung zurückzugreifen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden beigelegt zu werden.

Namur, den 10. April 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Anlage III

Lastenheft mit den Mindestanforderungen für die Ausführung einer Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition**Zielsetzung:**

Die Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition hat zum Zweck, die Dimensionierung und die interessantesten technischen, energetischen und wirtschaftlichen Merkmale einer Investition ohne Hinweis auf einen bestimmten Typ oder eine bestimmte Marke bezüglich dieser Investition festzulegen. Die Studie muss mehrere Hypothesen prüfen, die ggf. die in der Anlage V erwähnten energetischen Mindestanforderungen erfüllen.

Anforderungen:

Die Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition muss die folgenden Elemente enthalten:

— Die Darstellung der durch die Investition zu befriedigenden energetischen Bedürfnisse und der effektive Verbrauch vor der Investition im Falle eines bestehenden Gebäudes;

— Die Arbeitshypothesen;

— Die Berechnung der technischen Dimensionierung der Investition und die für diese Berechnung benutzten Bezugsgrößen;

— Ggf. eine Bewertung der Betriebsanforderungen (Instandhaltung,...);

— Eine Bewertung der Energie- und CO₂-Einsparungen;

— Eine Einschätzung des wirtschaftlichen Aufwands der Investition;

— Eine Einschätzung der Payback-Dauer der Investition;

— Die Rechtfertigung der Auswahl der geplanten Technik und Vorrichtungen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden beigelegt zu werden.

Namur, den 10. April 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Anlage IV

Erklärungsschreiben betreffend die Berechnungen zur Dimensionierung gewisser Arbeiten, die eine Verbesserung der Energieeffizienz im Gebäude zum Zweck haben**Zielsetzung:**

Das Erklärungsschreiben betreffend die Berechnungen zur Dimensionierung dient zur Festlegung der Dimensionierung und der interessantesten technischen, energetischen und wirtschaftlichen Merkmale der Investition, um die Leistungsfähigkeit der vorhergesehenen Vorrichtungen bewerten zu können.

Anforderungen:

Das Erklärungsschreiben über die Berechnungen zur Dimensionierung muss die folgenden Elemente enthalten:

- Die Darstellung der durch die Investition zu befriedigenden energetischen Bedürfnisse und ggf. der effektive Verbrauch vor der Investition;
- Die Arbeitshypothesen;
- Die Berechnungen zur technischen Dimensionierung der Investition und die bei diesen Berechnungen benutzten Bezugsgrößen;
- eine Bewertung der Energieeinsparung;
- die Berechnung des wirtschaftlichen Aufwands der Investition;
- die Rechtfertigung der Auswahl der geplanten Technik und Vorrichtungen;
- die Normen und Merkblätter, auf die Bezug genommen wird.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden beigelegt zu werden.

Namur, den 10. April 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Anlage V

Liste der bezuschussbaren Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes

Im Rahmen des vorliegenden Erlasses dürfen die folgenden Arbeiten bezuschusst werden:

9. Die Installierung von Systemen, die erneuerbare Energiequellen für die spezifischen Bedürfnisse des Gebäudes benutzen.

Hierzu gehören u.a. die Wärmepumpen, mit Ausnahme derjenigen, die eine Systemumkehrung für eine Klimatisierung bei starker Hitze ermöglichen. Was die Benutzung der Technologie in Zusammenhang mit Wärmepumpen angeht, muss durch ein der Anlage IV entsprechendes Erklärungsschreiben deutlich gemacht werden, dass die für den Zuschuss vorgeschlagene Wärmepumpe eine netto Primärenergieeinsparung im Rahmen der dem Gebäude angepassten Betriebsbedingungen ermöglicht.

Die Installierung von Wasserheizsystemen mit Solarzellenauslegern muss ein System zur Beobachtung ihrer Leistungen während mindestens zwei Jahren umfassen.

10. Die Installierung eines Fernwärmenetzes, wenn dies eine für die rationelle Energieverwendung eine unentbehrliche Bedingung bildet.

11. Die Installierung von für den Bedarf eines Gebäudes oder mehrerer naheliegender Gebäude notwendigen hochwertigen KWK-Einheiten, einschließlich des für die Anlage spezifischen Stromnetzanschlusses.

12. Die Wärmeisolation der hierunter erwähnten Wände des Gebäudes, insofern diese es ermöglicht, Wärmedurchgangskoeffizienten zu erreichen, die die folgenden Werte nicht überschreiten:

Wärmeverlustfläche (kmax) des Gebäudes	(W/m ² K)
a. Fensterscheiben	2,0
b. Undurchsichtige Mauern und Wände:	
— zwischen dem geschützten Volumen und der Außenluft oder zwischen dem geschützten Volumen und einem nicht geheizten und nicht gegen Frost geschützten Raum	0,5
— zwischen dem geschützten Volumen und einem nicht geheizten, jedoch gegen Frost geschützten Raum	0,7
— zwischen dem geschützten Volumen und dem Boden	0,7
c. Dach oder Decke, das bzw. die das geschützte Volumen von einem nicht geheizten und nicht gegen Frost geschützten Raum trennt	0,3
d. Fußboden:	
— zwischen dem geschützten Volumen und der Außenluft oder zwischen dem geschützten Volumen und einem nicht geheizten und nicht gegen Frost geschützten Raum	0,5
— zwischen dem geschützten Volumen und einem nicht geheizten, jedoch gegen Frost geschützten Raum	0,6
— zwischen dem geschützten Volumen und dem Boden	1,0

Die k-Werte werden nach den gültigen belgischen Normen berechnet.

13. Die Ersetzung oder die Verbesserung jeglicher Heizanlage, die einer der folgenden Kategorien entspricht:

a. die Kondensationskessel

In diesem Fall enthält die Antragsakte das Schema der Anlage und der Regulierungsvorrichtung, auf deren Grundlage nachgewiesen werden kann, dass die Rücklauftemperatur der Wärmeträgerflüssigkeit die Kondensation wirklich ermöglicht.

b. die Arbeiten zur Gliederung des Wärmeverteilungssystems je nach den verschiedenen Anwendungen im Gebäude;

c. die Thermostatventile, die an die jeweilige Zweckbestimmung der Räume angepasst sind;

d. die Regulierungssysteme, die mindestens eine Optimierung der Anlagen bei deren Stillstand je nach den äußeren klimatischen Verhältnissen und dem inneren Bedarf ermöglichen müssen;

e. alle sonstigen Arbeiten, die die Heizanlagen betreffen und die dazu dienen, dass das Heizsystem (Kessel, Wärmeverteilung und Regulierung) möglichst leistungsfähig wird, d.h. ein System bildet, das einerseits eine Energieeffizienz entwickelt, die diejenige eines klassischen Systems übertrifft und andererseits eine Wärmeversorgung und -regulierung ermöglicht, die für die verschiedenen Nutzungen auf den Grundsätzen der rationalen Energieverwendung beruht. In diesem Fall wird ein der Anlage IV entsprechendes Erklärungsschreiben vorgelegt.

In allen Fällen müssen die Wärmeversorgungsleitungen des bezuschussten Heizungssystems, die sich in nicht beheizten Räumen befinden, isoliert werden. Die für die Wärmeisolierung der Rohrleitungen benutzten Isolierungsmaterialien müssen einen thermischen Widerstand, der mindestens $0,25 \text{ m}^2 \cdot \text{K}/\text{W}$ entspricht, aufweisen.

14. Beleuchtungsanlagen, die den gültigen belgischen Normen gerecht sind und einer der folgenden Kategorien entsprechen:

a. Die Ersetzung des Beleuchtungssystems, wobei die installierte Leistung nach den Arbeiten folgende Werte nicht überschreiten darf:

— $3 \text{ W}/\text{m}^2$ pro 100 Lux in den Sporthallen und Hallenbädern;

— $2,5 \text{ W}/\text{m}^2$ pro 100 Lux in den Büro- und Schulräumen;

— $3 \text{ W}/\text{m}^2$ pro 100 Lux in den Krankenhausräumen;

— zwischen $3 \text{ W}/\text{m}^2$ pro 100 Lux in niedrigen und breiten Gängen (min $30 \text{ m} \times 2 \text{ m} \times 2,8 \text{ m}$) und $8,5 \text{ W}/\text{m}^2$ für 100 Lux in hohen und schmalen Gängen (min $30 \text{ m} \times 1 \text{ m} \times 3,5 \text{ m}$)

Im Falle von Leuchten mit Fluoreszenz- oder Entladungslampen werden diese Leuchten nur mit elektronischen Vorschaltgeräten ausgerüstet.

b. Jegliches System, das eine Leistungsoptimierung des Beleuchtungssystems ermöglicht, unter anderem:

— Zeitschalter, ggf. mit Anwesenheitsdetektoren, in den Durchgangsräumen sowie in den Korridoren, Toiletten,...

— Entweder Ein/Aus-Regelung oder stufenlose Regelung des Lichtstroms je nach der natürlichen oder örtlichen Beleuchtungsstärke;

— Doppelschaltung, die eine begrenzte Beleuchtung ermöglicht (von 30 bis 50%).

15. Drehende Elektroausrüstungen (Pumpen, Ventilatoren, Kompressoren), deren Motor mit einer Drehzahlregelung versehen ist. Was den Bedarf an Heizung, Belüftung oder Kühlung betrifft, muss die Ausrüstung mit einer automatischen Steuerung dieser Organe versehen werden, die an den wirklichen Bedarf des Gebäudes oder dessen Benutzer angepasst ist.

16. Belüftungs- oder Kühlausrüstungen, die einer der folgenden Kategorien entsprechen:

a. Regelungssysteme, die eine Steuerung der Liefermengen je nach dem Bedarf ermöglichen: Uhr, Anwesenheitsdetektor, CO_2 -Sonde, ... die die Regulierung der Belüftung ermöglichen;

b. Anlagen zur Wärmerückgewinnung aus der Abluft vom Gebäude;

c. Anlagen zum Außensonnenschutz, die zum Zweck haben, die Überhitzung im Gebäude zu verringern und ggf. die Benutzung der Klimaanlage zu begrenzen;

d. Anlagen, die die Benutzung der Kühlanlagen durch eine direkte Kühlung des Eiswasserkreislaufs durch die Außenluft ("free-chilling" genannte Technik) begrenzen;

e. Kühlanlagen durch natürliche oder hybride Belüftung.

17. Jegliche andere Ausrüstung oder jegliches andere System, die bzw. das eine Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes ermöglicht und besonders leistungsfähig ist, d.h., jegliche Ausrüstung oder jegliches System, die bzw. das einerseits eine überdurchschnittliche Energieeffizienz entwickelt und andererseits eine auf den Grundsätzen der rationalen Energieverwendung beruhende Lösung für die verschiedenen Nutzungen des betroffenen Gebäudes bildet. In diesem Fall wird ein der Anlage IV entsprechendes Erklärungsschreiben vorgelegt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden beigefügt zu werden.

Namur, den 10. April 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

J. DARAS

Anlage VI**Muster des Formulars zur Beantragung eines Zuschusses****ANTRAG AUF "UREBA" ZUSCHÜSSE**Einsendeanschrift für das
Formular:

Ministère de la Région wallonne D.G.T.R.E. - Division de l'Energie Avenue Prince de Liège, 7 5100 JAMBES

Nr. D.G.T.R.E.:

Datum:

INSTANZ ODER EINRICHTUNG

Bezeichnung: _____
 Haupttätigkeit: _____
 Straße: _____
 Ortschaft: _____
 Telefon: / Fax: /

FÜR DEN ANTRAG VERANTWORTLICHE PERSON

Name: _____
 Funktion: _____
 Telefon: / Fax : /

KONTAKTPERSON

Name: _____
 Funktion: _____
 Telefon: / Fax : / E-mail : _____

GEGENSTAND DES ZUSCHUSSANTRAGS (das betreffende Feld bitte ankreuzen)

Energiebuchhaltung

Durchführbarkeitsvorstudie

Energiebilanz

Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes - Nr.
 (die wie gemäß der Anlage V zum Erlass angeführte(n) Referenz(en) der betroffenen Arbeiten angeben)

DAS DURCH DEN ZUSCHUSSANTRAG BETROFFENE GEBÄUDE**Bezeichnung:**

Anschrift:

Straße,

Nr.:

Ortschaft:

Hauptnutzungen

des

Gebäudes:

Größe des Gebäudes:					
Bodenfläche :		_____ m ²			
Fläche der seitlichen Außenmauern :		_____ m ²			
Volumen des Gebäudes :		_____ m ³			
Verfügt das Gebäude über eine Energiebuchhaltung? ja nein					
Kurze	Beschreibung	der	Studie	oder	der Arbeiten:

Gesamtbetrag der zu bezuschussenden Studie oder Arbeiten: _____ EUR					

Liste und kurze Beschreibung der diesem Antrag beigefügten Anlagen (bitte die Anlagen numerieren):

8. _____
9. _____
10. _____
11. _____
12. _____
13. _____
14. _____
8. _____

Für richtig und wahrhaft beglaubigt
am

Geschehen zu

Unterschrift der für den Antrag verantwortlichen Person

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden beigefügt zu werden.

Namur, den 10. April 2003

Der Minister-Präsident,

J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

J. DARAS

Anlage VII

**Jährliche Erklärung über den Energieverbrauch eines Gebäudes, das über eine
Energiebuchhaltung verfügt**

Einsendeanschrift für das
Formular:

Ministère de la Région wallonne
D.G.T.R.E. - Division de
l'Energie
Avenue Prince de Liège, 7
5100 JAMBES

Jahr

1. Allgemeine Auskünfte

1.1 Einrichtung	
Bezeichnung:	_____
Haupttätigkeit:	_____
Straße und	_____
Nummer:	_____
Postleitzahl:	_____ Ortschaft : _____
Telefon:	_____ / _____ Fax : _____ / _____
1.2 Für den Antrag verantwortliche Person	
Name:	_____
Funktion:	_____
Telefon:	_____ / _____ Fax : _____ / _____
1.3 Kontaktperson	
Name:	_____
Funktion:	_____
Telefon:	_____ / _____ Fax : _____ / _____
1.4 Betroffenes Gebäude	
Bezeichnung:	_____
Straße und	_____
Nummer:	_____
Postleitzahl:	_____ Ortschaft: _____
Hauptnutzungen des Gebäudes:	

Anzahl Arbeitsstellen im Gebäude am Ende des vorigen Jahres:	
.....	
Für die Unterrichtseinrichtungen - Anzahl Schüler:	
Internat* : ja/nein	
- Netz*: frei-privat/gemeindlich/provinzial/Gemeinschaft	
Für die Pflegeeinrichtungen, die Hotels, die Internate: Anzahl Betten:	
Für die Einrichtungen mit Hallenbad - Wasserfläche:	

2. Auskünfte betreffend das Gebäude und dessen Anlagen

(Diese Auskünfte sind nur das erste Jahr der Einführung der Energiebuchhaltung und jedes Mal, wenn eine Abänderung in der Struktur oder in den Anlagen des Gebäudes vorgenommen wird, anzugeben)

2.1 Merkmale des Gebäudes

Bodenfläche: _____ m²
 Der Außenluft
 ausgesetzte _____ m²
 Seitenfläche:
 Volumen: _____ m³

2.2 Energieeffizienz des Gebäudes

Außenmauern*: wärme gedämmt nicht wärme gedämmt
 Dach*: wärme gedämmt nicht wärme gedämmt
 Fensterrahmen*: Holz PVC Metall
 Fensterscheiben*: einfach doppelt

2.3 Wärmeerzeugungsanlage

Bezeichnung und Anschrift des Gebäudes, in dem die Wärmeerzeugungsanlage gelegen ist:

Durch die Anlage geheizte Gebäude:

2.3.1 Zentralisierte Wärmeerzeugung

Wärmeträgerflüssigkeit Warmwasser Überhitztes Wasser Dampf
 Warmluft durch Generator durch Austauscher
 ----->
 Betriebsnenntemperatur: _____ °C
 Effektiver Betriebsdruck: _____ Bar
 Umlauf: natürlich Zwangsumlauf

Beschreibung der Wärmegeneratoren:

Art:	_____	_____	_____
Brennstoff:	_____	_____	_____
Marke:	_____	_____	_____
Typ:	_____	_____	_____
Baujahr:	_____	_____	_____
Nennleistung (kW):	_____	_____	_____
(ggf.) Anzahl Module:	_____	_____	_____
Gemessene Heizleistung :	_____	_____	_____

Erzeugung von Brauchwarmwasser (ggf.) :

Installierte Leistung: _____ W zentralisiert dezentralisiert
 Expansionsgefäß*: geöffnet geschlossen
 Wärmeversorgung*: Radiatoren
 Luftheizgeräte Konvektoren
 durch Strahlung Gebläse-
 heizgeräte

		Bodenheizun g <input type="radio"/>	
		Deckenheizu ng	
2.3.2 Dezentralisierte Wärmeerzeugung			
Öfen*	<input type="radio"/> Kohle	<input type="radio"/> Holz	<input type="radio"/> Heizöl <input type="radio"/> Petroleum
Elektrokonvektoren*	<input type="radio"/> Speicherheizgeräte	<input type="radio"/> direkte Heizung	
Gaskonvektoren*	<input type="radio"/> Erdgas	<input type="radio"/> Propan	<input type="radio"/> Butan
Luftheizgeräte*	<input type="radio"/> Erdgas	<input type="radio"/> Propan	<input type="radio"/> Butan
Schwarze Strahlrohre*	<input type="radio"/> Erdgas		
2.4 Regulierung			
Regulierungsart*	<input type="radio"/> nur Kesseltemperaturregler <input type="radio"/> Raumthermostat <input type="radio"/> Regulierung nur durch Uhr <input type="radio"/> Regulierung durch Uhr und Außensonde <input type="radio"/> Regulierung durch Optimierer <input type="radio"/> Fernregelung <input type="radio"/> Thermostatventile <input type="radio"/> Sonstige (anzugeben) : _____		
Kurze Beschreibung der Regulierungsanlage			

(*) Das Kästchen ihrer Wahl ankreuzen

2.5 Benutzung des Gebäudes							
Heizmonat (A)	Anzahl Tage (Njo) und entsprechende Anzahl Stunden (Ho); in denen das Gebäude benutzt wird (B)						Anzahl Heiztage pro Monat (Njc) (C)
	Njo	Ho	Njo	Ho	Njo	Ho	
September							
Oktober							
November							
Dezember							
Januar							
Februar							
März							
April							
Mai							
Juni							

Für jeden der in der Spalte (A) angeführten Heizmonate ist anzugeben:

- in den verschiedenen Spalten (B): die verschiedenen Anzahlen der Tage (N jo), in denen das Gebäude während der gleichen Anzahl Stunden (H o) benutzt wird;
- in der Spalte (C): die Anzahl Heiztage.

3. Energieverbrauch

(Diese Auskünfte müssen jedes Jahr während zehn Jahren nach der Einführung der Energiebuchhaltung mitgeteilt werden)

Einrichtung	
Bezeichnung:	_____
Haupttätigkeit:	_____
Straße und Nr.:	_____
Postleitzahl:	_____ Ortschaft: _____
Telefon: _____ / _____	Fax: _____ / _____
Gebäude	
Bezeichnung:	_____
Straße und Nr.:	_____
Postleitzahl:	_____ Ortschaft: _____

BENUTZTE ENERGIE	Einheit (*)	Jahr:	
		Verbrauch	Kosten
a. Kohle	kg	_____	_____
b. Heizöl und Gasöl	Liter kg	_____	_____
c. Erdgas	m ³ kW	_____	_____
d. Butan-Propan	h	_____	_____
e. Dampf	Liter kg	_____	_____
f. Sonstige (die Art und die Einheit angeben)	kCa MJ	_____	_____
_____	l	_____	_____
Strom	kWh	_____	_____

(*) Unzutreffendes bitte streichen

4. Beispiele für die Auslegung der auf der Energiebuchhaltung für das betroffene Jahr beruhenden Ergebnisse:

- Vorhandensein eines Energieverbrauchs, der nicht von der Wetterlage abhängt;
- Erstellung einer Energieverbrauchsstufe und eines Haushalts für die Energiekosten während eines Jahres unter normalen Klimaumständen;
- Messung der dank der durchgeführten Projekte erreichten Ersparnisse;
- Überwachung der Verbrauchskennzahlen.

Die Ergebnisse müssen auf deutliche, für Nichtspezialisten verständliche Weise dargelegt werden (graphische Darstellung, Tabelle,...)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden beigefügt zu werden.

Namur, den 10. April 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

J. DARAS

— 2

Anlage VIII

Jährliche Erklärung des Energieverbrauchs eines Gebäudes, für das ein Zuschuss für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz gewährt wurde

Einrichtung	
Bezeichnung:	_____
Haupttätigkeit:	_____
Straße und Nr.:	_____
Postleitzahl:	_____ Ortschaft: _____
Telefon :	_____/_____/_____ Fax : ____/____/_____
Gebäude	
Bezeichnung:	_____
Straße und Nr.:	_____
Postleitzahl:	_____ Ortschaft: _____
Anzahl Arbeitsstellen im Gebäude am Ende des vorigen Jahres:	
.....	
Für die Unterrichtseinrichtungen - Anzahl Schüler :	
..... Internat* : ja/nein	
- Netz* : frei-privat/gemeindlich/provinzial/Gemeinschaft	
Für die Pflegeeinrichtungen, die Hotels, die Internate: Anzahl Betten :	
Für die Einrichtungen mit Hallenbad - Wasserfläche :	

Wichtige Bemerkung: Wenn im Laufe des vorigen Jahres Abänderungen in der Struktur oder den Anlagen, im Bauvolumen oder in den Anwendungen der Räume des Gebäudes vorgenommen worden sind, besteht der Anlass, die Tabellen der folgenden Seiten mit der Überschrift "Auskünfte über das Gebäude und seine Anlagen" ebenfalls auszufüllen.

BENUTZTE ENERGIE	Einheit (*)	Jahr :	
		Verbrauch	Kosten
a. Kohle	kg		
b. Heizöl und Gasöl	Liter kg		
c. Erdgas	m ³ kW		
	h		
d. Butan-Propan	Liter kg		
e. Dampf	kCa MJ		
	l		
f. Sonstige (die Art und die Einheit angeben)			

Strom	kWh		

(*) Unzutreffendes bitte streichen

Auskünfte über das Gebäude und seine Anlagen

(Diese Auskünfte sind anzugeben, wenn im Laufe des vorigen Jahres Abänderungen in der Struktur oder den Anlagen, im Bauvolumen oder in den Anwendungen der Räume des Gebäudes vorgenommen worden sind)

1 Merkmale des Gebäudes			
Bodenfläche:	_____	m ²	
Der Außenluft ausgesetzte Seitenfläche:	_____	m ²	
Volumen:		m ³	
2 Energieeffizienz des Gebäudes			
Außenmauern* :	<input type="checkbox"/> wärme gedämmt	<input type="checkbox"/> nicht wärme gedämmt	
Dach* :	<input type="checkbox"/> wärme gedämmt	<input type="checkbox"/> nicht wärme gedämmt	
Fensterrahmen* :	<input type="checkbox"/> Holz	<input type="checkbox"/> PVC	<input type="checkbox"/> Metall
Fensterscheiben* :	<input type="checkbox"/> einfach	<input type="checkbox"/> Odoppelt	
3 Wärmeerzeugungsanlage			
Bezeichnung und Anschrift des Gebäudes, in dem die Wärmeerzeugungsanlage gelegen ist:			

Durch die Anlage geheizte Gebäude:			

3.1 Zentralisierte Wärmeerzeugung

Wärmeträgerflüssigkeit Warmwasser Überhitztes Wasser Dampf
 Warmluft durch Generator durch Austauscher
 ----->

Betriebsnenntemperatur: _____ °C

Effektiver Betriebsdruck: _____ Bar

Umlauf: natürlich Zwangsumlauf

Beschreibung der Wärmegeneratoren:

Art:	_____	_____	_____
Brennstoff:	_____	_____	_____
Marke:	_____	_____	_____
Typ:	_____	_____	_____
Baujahr:	_____	_____	_____
Nennleistung (kW) :	_____	_____	_____
(ggf.) Anzahl Module:	_____	_____	_____
Gemessene Heizleistung:	_____	_____	_____

Erzeugung von Brauchwarmwasser (ggf.) :

Installierte Leistung: _____ W zentralisiert dezentralisiert

Expansionsgefäß* : geöffnet geschlossen

Wärmeversorgung* : Radiatoren Konvektoren
 Luftheizgeräte Gebläseheizgeräte

durch Strahlung
 Bodenheizung
 Deckenheizung

3.2 Dezentralisierte Wärmeerzeugung

Öfen* Kohle Holz Heizöl Petroleum

Elektrokonvektoren* Speicherheizgeräte direkte Heizung

Gaskonvektoren* Erdgas Propan Butan

Luftheizgeräte* Erdgas Propan Butan

Schwarze Strahlrohre* Erdgas

4 Regulierung

Regulierungsart* nur Kesseltemperaturregler
 Raumthermostat
 Regulierung nur durch Uhr
 Regulierung durch Uhr und Außensonde
 Regulierung durch Optimierer
 Fernregelung
 Thermostatventile
 Sonstige (anzugeben): _____

Kurze Beschreibung der Regulierungsanlage

(*) Das Kästchen ihrer Wahl ankreuzen

5 Benutzung des Gebäudes							
Heizmonat (A)	Anzahl Tage (Njo) und entsprechende Anzahl Stunden (Ho), in denen das Gebäude benutzt wird (B)						Anzahl Heiztage pro Monat (Njc) (C)
	Njo	Ho	Njo	Ho	Njo	Ho	
September							
Oktober							
November							
Dezember							
Januar							
Februar							
März							
April							
Mai							
Juni							

Für jeden der in der Spalte (A) angeführten Heizmonate ist anzugeben:

- in den verschiedenen Spalten (B): die verschiedenen Anzahlen der Tage (Njo), in denen das Gebäude während der gleichen Anzahl Stunden (Ho) benutzt wird;
- in der Spalte (C): die Anzahl Heiztage.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden beigefügt zu werden.

Namur, den 10. April 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

J. DARAS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 2172

[C — 2003/27376]

10 APRIL 2003. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, inzonderheid op de artikelen 7 en 8;

Overwegende dat de programma's voor een rationeler energiegebruik door de publiekrechtelijke personen en de niet-commerciële instellingen ondersteund en het aandeel van de hernieuwbare energiebronnen in de primaire energiebalans, evenals het gebruik van een kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppeling, verhoogd dienen te worden;

Overwegende dat het belangrijk is de publiekrechtelijke personen en die niet-commerciële instellingen beslissingsondersteunend bij te staan om een beter beheer van hun energie-uitgaven mogelijk te maken;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 mei 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 mei 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 4 juli 2002 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 2 oktober 2002;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 16 december 2002, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Begripsomschrijvingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- 1°) Minister : de Minister bevoegd voor Energiebeleid;
- 2°) Bestuur : het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 3°) publiekrechtelijke persoon : elke Waalse gemeente, elk Waals openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, elke Waalse provincie;
- 4°) niet-commerciële instelling : de instellingen zoals omschreven in artikel 1, 4°, van het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën;
- 5°) hernieuwbare energiebron : elke andere energiebron dan fossiele brandstoffen en kernsplijting zoals omschreven in artikel 2, 4°, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;
- 6°) kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppeling : gecombineerde productie van warmte en elektriciteit zoals omschreven in artikel 2, 3°, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;
- 7°) energieprestatie van een gebouw : globale energie-efficiëntie van een gebouw, uitgedrukt in één of meer numerieke indicatoren die berekend zijn met inachtneming van de thermische isolatie, van de technische installatiekenmerken, het ontwerp en de ligging in samenhang met de klimatologische aspecten, de blootstelling aan de zon en de invloed van aangrenzende structuren, de eigen energieopwekking en andere factoren, waaronder het binnenklimaat die van invloed zijn op de vraag naar energie;
- 8°) energieboekhouding : boekhoudsysteem van de energiestroom zoals omschreven in bijlage I, dat ten eerste als beleidsinstrument kan dienen voor het energiebeheer, meer bepaald door in de inzameling, de verwerking en de mededeling van informatie over door elke technische eenheid per dienst of per gebruik verbruikte energievectoren te voorzien, ten tweede verbruiksratio's kan vaststellen en ten derde, in voorkomend geval, alarm kan geven en de controle mogelijk kan maken bij buitensporig energieverbruik;
- 9°) energie-audit : evaluatiemethode, zoals omschreven in bijlage II, van de energieprestatie van een gebouw, van de uitrustingen en het beheer ervan, rekening houdend met de kenmerken en het gebruik ervan;
- 10°) haalbaarheidsvoorstudie : studie, zoals omschreven in bijlage III, naar de dimensionering en de technische, energetische en economische kenmerken van een investering zonder enige verwijzing naar een type of een specifiek merk met betrekking tot die investering;
- 11°) werken voor een betere energie-efficiëntie van een gebouw : werken opgenomen in bijlage V bij dit besluit, die betrekking hebben op het gebruik van hernieuwbare energiebronnen, de installatie van een kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppeling, de verbetering van de verwarmingssystemen, de ventilatie, de airconditioning, de verlichting, het energiebeheer waarbij eveneens rekening gehouden wordt met het thermisch winter- en zomercomfort en de kwaliteit van de binnenlucht en die een betere energie-efficiëntie van een gebouw in de hand werken;

12°) erkend auditeur : natuurlijke persoon, erkend krachtens artikel 13 van dit besluit;

13°) actief energiebeheersingsbeleid : samenhangend en gecoördineerd geheel van acties en methodes waaraan gebouwen uit eenzelfde gebouwenbestand onderworpen worden, om enerzijds de normale opvolging van het energieverbruik mogelijk te maken en om zich anderzijds de beginselen inzake rationeel energiegebruik in de bouw, het beheer, het onderhoud en de renovatie van het gebouwenbestand toe te eigenen, met als doel een betere energie-efficiëntie. Dat kan gebeuren door de invoering van een energieboekhouding die op zijn minst de informatievergaring omschreven in bijlage VII mogelijk maakt, door de aanwijzing van een energieverantwoordelijke, de doorvoering van nauwkeurige audits of bijzondere energie-investeringen, de invoering van specifieke energieclausules in de bestekken voor de bouw/de renovatie, een beter energiebeheer voor het gebouwenbestand, de informatieverstrekking aan of de sensibilisering van de bewoners, het vrijmaken van een specifiek voor energie aangewende begroting, of elke andere actieve beheersdaad die een betere energie-efficiëntie in de gebouwen uit eenzelfde gebouwenbestand als gevolg heeft.

Voorwaarden voor de toekenning van de subsidie

Art. 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten kent de Minister aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen een subsidie toe voor de invoering van een energieboekhouding, de doorvoering van audits en haalbaarheidsvoorstudies, evenals voor de uitvoering van werken voor een betere energie-efficiëntie van een gebouw dat deel uitmaakt van hun gebouwenbestand.

Voor de werken waarbij noch van hernieuwbare energiebronnen, noch van kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppeling, noch van de invoering van een energieboekhouding sprake is, kan een subsidie evenwel enkel worden toegekend indien de aanvrager ervan het gebouw in kwestie bewoont en indien dat gebouw sinds minstens tien jaar gebouwd is.

Art. 3. § 1. De berekeningsgrondslag voor de subsidie wordt geraamd met als referentie alle in aanmerking komende kosten samen genomen, BTW inbegrepen.

§ 2. Onder in aanmerking komende kosten wordt verstaan :

a) voor de invoering van een energieboekhouding, de levering en de installatie van de instrumenten voor de meting van het energieverbruik, het toebehoren, de kabels, de elektriciteitskasten, met inbegrip van eventuele afstandsbediende toestellen, de toestellen voor de registratie van de gegevens en de software voor de gegevensopvang, -analyse en -validering, evenals de kosten van de daarop betrekking hebbende personeelsopleiding;

b) voor de doorvoering van een energie-audit door een erkend auditeur en de doorvoering van een haalbaarheidsvoorstudie met betrekking tot een investering met het oog op de doorvoering van werken voor een betere energie-efficiëntie van een gebouw, de nodige prestatie van de persoon belast met de studie, evenals de kost voor het verrichten van de eventuele energietellingen;

c) voor de werken voor een betere energie-efficiëntie van een gebouw, de aankoop en de installatie van materiaal of uitrustingen voor een betere energie-efficiëntie van een gebouw.

Art. 4. § 1. Het percentage dat van toepassing is op de berekeningsgrondslag voor het bedrag van de subsidie wordt als volgt bepaald :

a) voor de invoering van een energieboekhouding wordt het percentage van de subsidie vastgesteld op 50 % van het bedrag van de in aanmerking komende kosten;

b) voor de doorvoering van een energie-audit door een erkend auditeur, de doorvoering van een haalbaarheidsvoorstudie voor een investering met het oog op een betere energie-efficiëntie van het gebouw wordt het percentage van de subsidie vastgesteld op 50 % van de in aanmerking komende kosten; het percentage wordt op 60 % vastgesteld als de aanvrager sinds minstens twee jaar een actief energiebeheersingsbeleid voor zijn gebouwenbestand voert;

c) voor de werken die een betere energie-efficiëntie in een gebouw mogelijk dienen te maken wordt het percentage van de subsidie vastgesteld op 30 % van de in aanmerking komende kosten; dat percentage wordt evenwel op 40 % vastgesteld als de aanvrager sinds minstens twee jaar een actief energiebeheersingsbeleid voor zijn gebouwenbestand voert.

§ 2. Om aanspraak te kunnen maken op de subsidie bedoeld in § 1, c), dient het bedrag van de in aanmerking komende kosten gelijk te zijn aan of hoger te zijn dan 2.500 euro.

Art. 5. Subsidies mogen gecumuleerd worden voor zover de totale som van de toegekende subsidies 100 % van het totale bedrag van de in aanmerking komende kosten niet overschrijdt.

Art. 6. Om gesubsidieerd te kunnen worden, dient de audit te worden doorgevoerd door een erkend auditeur. In dat geval dient laatstgenoemde volgende voorwaarden na te leven :

— onafhankelijk zijn tegenover de onderneming en de vennootschappen die de werken zullen uitvoeren of de investeringen zullen doorvoeren die door de auditeur geanalyseerd zullen worden;

— geen energieleverancier noch leverancier van uitrustingen zoals in de audit bedoeld, zijn;

— referenties voorleggen waaruit zijn ervaring blijkt inzake de analyse van de energie-efficiëntie van de installaties, uitrustingen of activiteiten die bestudeerd worden.

Indiening van de subsidieaanvraag

Art. 7. § 1. Het dossier met de subsidie-aanvraag wordt in twee exemplaren bij het Bestuur ingediend. Het bestaat uit :

1°) voor de invoering van een energieboekhouding :

— het in bijlage VI bij dit besluit omschreven aanvraagformulier;

— het bestek of de beschrijving van de uit te voeren werken en het te plaatsen materiaal;

— de kostenraming voor het leveren en plaatsen van het materieel waarvoor de subsidie verleend wordt;

- een verklarende nota met betrekking tot de conformiteit van de werken met het voorschrift van bijlage I;
- alle stukken met betrekking tot alle financieringsbronnen en de voor de doorvoering van de beoogde werken reeds verkregen, aangevraagde of aan te vragen subsidies;

2°) voor de doorvoering van een energieaudit door een erkend auditeur of van een haalbaarheidsvoorstudie voor een investering met het oog op de uitvoering van werken die een betere energie-efficiëntie van het gebouw mogelijk maken :

- het in bijlage VI bij dit besluit omschreven aanvraagformulier;
- de audit of de haalbaarheidsvoorstudie voor een investering die is doorgevoerd overeenkomstig het voorschrift van bijlage II of III naargelang;
- het afschrift van de omstandige factuur voor het ereloon met betrekking tot de studie;
- het afschrift van het betaalbewijs;
- de schuldvordering tegenover het Gewest;
- het attest van de erkend auditeur waarbij laatstgenoemde bevestigt dat hij aan de voorwaarden van artikel 6 voldoet in geval van een audit;
- in voorkomend geval, een presentatie van het actieve energiebeheersingsbeleid in het gebouwenbestand van de aanvrager;

3°) voor de uitvoering van de werken met het oog op een betere energie-efficiëntie in een gebouw :

- het in bijlage VI bij dit besluit omschreven aanvraagformulier;
- het bestek of de beschrijving van de uit te voeren werken of het te plaatsen materieel;
- de kostenraming voor het leveren en plaatsen van het materieel waarvoor de subsidie verleend wordt;
- een verklarende nota met betrekking tot de naleving van de energiecriteriën vermeld in bijlage V;
- alle stukken met betrekking tot alle financieringsbronnen en de voor de doorvoering van de beoogde werken reeds verkregen, aangevraagde of aan te vragen subsidies;
- in voorkomend geval, een presentatie van het actieve energiebeheersingsbeleid in het gebouwenbestand van de aanvrager.

Art. 8. § 1. Binnen de maand die volgt op de ontvangst van de subsidieaanvraag richt het Bestuur een ontvangstbewijs aan de aanvrager waarbij het aangeeft of het aanvraagdossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onvolledig wordt verklaard, beschikt de aanvrager over een termijn van twee maanden, die ingaat op de datum waarop het Bestuur zijn ontvangstbewijs verstuurd heeft, om de ontbrekende gegevens te verstrekken.

Indien de aanvrager na afloop van die termijn het Bestuur de verzochte inlichtingen verstrekt heeft, wordt er een tweede ontvangstbewijs verstuurd om de aanvrager erover in te lichten dat zijn dossier volledig is.

Indien de aanvrager na afloop van die termijn evenwel de opgevraagde inlichtingen niet verstrekt heeft, wordt de aanvraag geacht nooit te zijn ingediend.

§ 2. Van de beslissing tot weigering en van de belofte dat de subsidie toegekend wordt, wordt binnen de drie maanden te rekenen van het versturen van het ontvangstbewijs waarbij aangegeven wordt dat de aanvraag volledig is, kennis gegeven.

§ 3. Het toekennen van de subsidie voor de invoering van een energieboekhouding of voor werken met het oog op een betere energie-efficiëntie van een gebouw houdt de verplichting in om het Bestuur jaarlijks gedurende tien jaar de inlichtingen te verstrekken over het energieverbruik in het betrokken gebouw zoals bedoeld in de bijlagen VII en VIII naar gelang.

Art. 9. § 1. De subsidieaanvragen die betrekking hebben op de invoering van een energieboekhouding, evenals de subsidieaanvragen die betrekking hebben op de uitvoering van werken met het oog op een betere energie-efficiëntie in het gebouw dienen te gebeuren vóór de offerteaanvraag en vóór de uitvoering van de werken, die pas na de kennisgeving van de beslissing tot weigering of van de belofte dat de subsidie zal worden toegekend, plaats mogen vinden. De beslissing tot toekenning van de subsidie kan verbonden worden aan de voorwaarde dat sommige technische aspecten van het aanvraagdossier gewijzigd zouden worden.

§ 2. Indien de werken evenwel dringend noodzakelijk zijn, kunnen ze vóór de indiening van de aanvraag aangevat worden voorzover het Bestuur schriftelijk de toelating heeft gegeven om de werken aan te vangen die evenwel niet gelijkstaat met een beslissing tot toekenning van de subsidie.

§ 3. De subsidieaanvragen die betrekking hebben op de doorvoering van een energieaudit door een erkend auditeur of op de doorvoering van een haalbaarheidsvoorstudie voor een investering met het oog op de uitvoering van werken die een betere energie-efficiëntie in een gebouw mogelijk maken, worden uiterlijk zes maanden na doorvoering van bedoelde audits of studies ingediend.

Art. 10. § 1. De gesubsidieerde werken dienen uitgevoerd te worden binnen een termijn van drie jaar te rekenen van de kennisgeving van de belofte dat de subsidie toegekend zal worden.

Die termijn kan evenwel verlengd worden met één jaar indien begunstigde daartoe uiterlijk drie maanden vóór de dag waarop de oorspronkelijk bepaalde termijn verstrijkt, een schriftelijk en met redenen omkleed verzoek bij het Bestuur indient.

Aanvraag tot uitbetaling van de subsidie

Art. 11. § 1. De aanvraag tot uitbetaling van de subsidie voor de invoering van een energieboekhouding en voor de uitvoering van werken met het oog op een betere energie-efficiëntie in het gebouw dient in twee exemplaren bij het Bestuur te worden ingediend in de loop van het jaar volgend op het jaar waarin de werken zijn uitgevoerd.

§ 2. Indien die termijn niet is nageleefd, wordt het dossier afgehandeld en vervalt de beslissing tot toekenning.

§ 3. De aanvraag tot uitbetaling van de subsidie voor de werken bevat :

— de beslissing tot toewijzing van de opdracht voor aanneming van werken en de vergelijkende analyse van de offertes;

— het afschrift van de offerte van de aannemer die de werken toegewezen kreeg;

— de verschillende staten van vordering van de werken, de eindafrekening en de daarop betrekking hebbende facturen;

— het proces-verbaal van voorlopige oplevering van de werken;

— de schuldvordering tegenover het Gewest voor de uitbetaling van de subsidie.

§ 4. Binnen de maand volgend op de ontvangst van de aanvraag tot uitbetaling van de subsidie, richt het Bestuur een ontvangstbewijs aan de aanvrager waarin aangegeven wordt of het dossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onvolledig wordt verklaard, beschikt de aanvrager over een termijn van twee maanden, die ingaat op de datum waarop het Bestuur zijn ontvangstbewijs verstuurd heeft, om de ontbrekende gegevens te verstrekken.

Indien de aanvrager na afloop van die termijn het Bestuur de verzochte inlichtingen verstrekt heeft, wordt er een tweede ontvangstbewijs verstuurd om de aanvrager erover in te lichten dat zijn dossier volledig is.

Indien de aanvrager na afloop van die termijn evenwel de opgevraagde inlichtingen niet verstrekt heeft, wordt de aanvraag geacht nooit te zijn ingediend.

Begeleidingscomité

Art. 12. § 1. Bij de Minister wordt een Begeleidingscomité opgericht dat belast is met de technische behandeling van de subsidieaanvraagdossiers.

§ 2. Het Begeleidingscomité bestaat uit :

— één vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor het Energiebeleid;

— twee vertegenwoordigers van het Bestuur;

— de Inspecteur van Financiën;

— één of meer door de Minister aangewezen energiedeskundigen.

§ 3. Voor de dossiers met betrekking tot de werken met het oog op een betere energie-efficiëntie in een gebouw evalueert het Begeleidingscomité de subsidieaanvraag door middel van volgende criteria :

— de energieprioriteit van het vooropgestelde project in het kader van het gebouw;

— de relevantie van de keuze van de voorgestelde technieken en voorzieningen;

— de energiebesparing, inzonderheid besparing van primaire energie en de verwachte vermindering van CO₂-emissies;

— de raming van het boekhoudkundig terugwineffect;

— in voorkomend geval, het actieve energiebeheersingsbeleid in het gebouw.

§ 4. Voor de andere subsidie-aanvraagdossiers dan die bedoeld in § 3 wordt de kwaliteit ervan door het Begeleidingscomité enkel geëvalueerd door middel van volgende criteria :

— methodologie en technische nauwgezetheid;

— de relevantie van de keuze van de voorgestelde technieken en voorzieningen;

— de energiebesparing, inzonderheid besparing van primaire energie en de verwachte vermindering van CO₂-emissies.

Erkenning van de auditeurs

Art. 13. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon kan een aanvraag indienen tot erkenning als auditeur. Die aanvraag wordt per aangetekend schrijven bij het Bestuur ingediend.

De erkenningsaanvraag bevat volgende gegevens :

— naam, adres en beroep van de aanvrager;

— titels, kwalificaties en referenties van de aanvrager in het vakgebied « energieaudit »;

— de technische en de samenwerkingsmiddelen waarover de aanvrager beschikt.

§ 2. De Minister beslist over de erkenningsaanvraag, na advies van het Bestuur, dat over de mogelijkheid beschikt om de aanvrager te horen. De beslissing tot erkenning wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De erkenning wordt voor drie jaar verleend. Zij is hernieuwbaar op grond van een hernieuwingsaanvraag die vóór de datum waarop de erkenning verstrijkt, ingediend moet worden. In dat geval wordt zij verlengd tot op het tijdstip waarop de Minister over de hernieuwingsaanvraag beslist heeft.

§ 3. Indien het Bestuur ertoe gebracht wordt om tekortkomingen vast te stellen die de erkend auditeur toe te schrijven zijn, ongeacht of diens technische kennis, diens methodes en nauwgezetheid, of nog de kwaliteit van het auditverslag in het geding zijn, wordt de auditeur opgeroepen. Na de auditeur uitgenodigd te hebben om te worden gehoord, stelt het Bestuur de Minister in voorkomend geval voor om hem ofwel een waarschuwing ofwel een tijdelijke dan wel definitieve intrekking van de erkenning als erkend auditeur toe te sturen. De Minister beslist aan de hand van het eensluidend advies van het Bestuur. De beslissing tot intrekking van de erkenning wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Overgangsmaatregelen

Art. 14. De subsidieaanvragen die vóór inwerkingtreding van dit besluit zijn ingediend, blijven onderworpen aan het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juli 1983 betreffende de verlening van subsidies aan de gemeenten voor de uitvoering van werken om energiebesparingen te verwezenlijken.

Art. 15. De subsidieaanvragen die zijn ingediend vóór inwerkingtreding van dit besluit of binnen de twee jaar na inwerkingtreding van dit besluit voor werken die aanvangen vóór inwerkingtreding ervan blijven onderworpen aan het koninklijk besluit van 10 februari 1983 houdende aanmoedigingsmaatregelen voor het rationeel energieverbruik.

Art. 16. Alle subsidieaanvragen met betrekking tot de doorvoering van een energie-audit door een erkend auditeur, tot de doorvoering van een haalbaarheidsvoorstudie voor een investering met het oog op de doorvoering van werken die een betere energie-efficiëntie in een gebouw overeenkomstig dit besluit mogelijk maken, kunnen enkel betrekking hebben op opdrachten die na de datum van inwerkingtreding van dit besluit besteld en verwezenlijkt zijn.

Art. 17. Tijdens een periode van twee jaar die ingaat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit kunnen alle werken die beantwoorden aan de in aanmerking komende criteria van het besluit van 13 juli 1983 betreffende de verlening van subsidies aan de gemeenten voor de uitvoering van werken om energiebesparingen te verwezenlijken, gewijzigd bij de besluiten van 20 juni 1984, 2 oktober 1985, 23 januari 1986 en 2 juni 1988 en aan de criteria van het koninklijk besluit van 10 februari 1983 houdende aanmoedigingsmaatregelen voor het rationeel energieverbruik en diens uitvoeringsbesluit van 1 augustus 1983 in aanmerking komen voor een subsidie van 15 % van het bedrag van de in aanmerking komende kosten, volgens de procedure bepaald bij dit besluit.

Slotbepalingen

Art. 18. Artikel 1, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2000 tot toekenning van een toelage voor de installatie van een warmwatertoestel met zonne-energie wordt geschrapt en vervangen als volgt :

« 2° de aanvrager : elke natuurlijke of rechtspersoon, met uitzondering van de begunstigen van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen. »

Art. 19. In geval van fraude wordt de begunstigde gedurende tien jaar uit zijn recht ontzet om een nieuwe subsidie-aanvraag in te dienen.

Art. 20. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juli 1983 betreffende de verlening van subsidies aan de gemeenten voor de uitvoering van werken om energiebesparingen te verwezenlijken, gewijzigd bij de besluiten van 20 juni 1984, 2 oktober 1985, 23 januari 1986 en 2 juni 1988 wordt opgeheven.

Art. 21. Het koninklijk besluit van 10 februari 1983 houdende aanmoedigingsmaatregelen voor het rationeel energieverbruik en diens uitvoeringsbesluit worden opgeheven.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking de tiende dag van de maand volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 23. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

Bijlage I

Minimumbestek voor de invoering van een energieboekhouding

Doelstelling

Doel van de energieboekhouding is, het energieverbruik in een gebouw over de tijd heen te volgen en argumenten aan te leveren voor de beslissingen die getroffen dienen te worden wat betreft het energieverbruik in een gebouw, waarbij meer bepaald voorzien wordt in :

- de inzameling, de verwerking en de communicatie van informatie over de energievectoren die zijn verbruikt per systeem, per verbruiksplaats, per dienst of per geheel;
- de vaststelling van verbruiksratio's per systeem, per verbruiksplaats, per dienst of per geheel;
- een alarm- en controlefunctie die bij buitensporig energieverbruik in werking treedt;
- de evaluatie van de impact van de uitgevoerde maatregelen.

Eisen

De energieboekhouding dient het volgende mogelijk te maken :

- de inzameling in fysische eenheden van het energieverbruik in een gebouw en de verschillende verbruikswijzen ervan per vector en gebruik, ongeacht prijzen en tarieven;
- de opbouw van indicatoren die gebaseerd zijn op meer bepaald de specifieke consumptie;
- een regelmatige opvolging van de stand van zaken over de tijd heen, zodat snel op buitensporig verbruik, op onregelmatigheden enz. gereageerd kan worden;
- het in overweging nemen van elke belangrijke variatie in het gebruik van het gebouw;

— de integratie van alle stappen in het informatiebeheer : verwerving en verwerking van de relevante gegevens, opbouw van operationele indicatoren, mededeling aan de personen die maatregelen kunnen treffen, constante opvolging van de evolutie. De resultaten dienen meer bepaald voorgesteld te worden in de vorm van een betere energie-efficiëntie en een betere energiebalans in absolute zin.

In de werking van een energieboekhouding worden drie fases onderscheiden :

1) Inzameling van de gegevens

Door het verzamelen van de gegevens wordt de identificatie van de systemen en de verbruiksplaatsen mogelijk gemaakt, met in voorkomend geval onderscheid in de verschillende gebruiksvormen. Daardoor wordt een globaal inzicht in het verbruik verkregen.

Elk systeem en elke verbruiksplaats dient geïdentificeerd te worden door :

- de gebruikte energievectoren;
- het gebruik van de energie (al dan niet verwarming);
- de wijze van bevoorrading (teller of opslag);
- de fysische teleenheid (liter, m³, kg, Wh...);
- de vermenigvuldigingsfactor tussen de index en de fysieke teleenheid;
- de omzettingfactor voor de standaardisering van de consumptie in kWh.

2) Verwerking van de gegevens

- standaardisering van het energieverbruik uitgedrukt in eenzelfde energie-eenheid : kWh;
- berekening van het energieverbruik in een primaire energie-eenheid;
- uitschakeling van de invloed van strenge weersomstandigheden in de opmeting van het energieverbruik door ze terug te brengen tot de referentiële weersituatie via de techniek van de dagtemperaturen;
- berekening van de CO₂-emissies voor een referentiële weersituatie;
- vaststelling voor elk systeem en elke verbruiksplaats van de vergelijkende ratio's en van een voor het verbruik in het gebouw representatieve efficiëntietabel. Elke beheerder kiest de criteria uit die hem het meest relevant lijken.

3) Interpretatie en presentatie van de resultaten

Om de resultaten te interpreteren en er operationele conclusies uit te trekken is het noodzakelijk om het gebouw goed te kennen, evenals diens systemen en gebruiksvormen waarop de verbruiksplaatsen betrekking hebben.

Met die resultaten moet het mogelijk zijn om meer bepaald, in voorkomend geval, de volgende elementen waar te nemen :

- fouten bij de lezing, de invoering en plots buitensporig verbruik;
- reguleringsproblemen;
- geleidelijk buitensporig verbruik (gebrek aan onderhoud van de uitrustingen,...);
- het bestaan van gebruiksvormen die losstaan van strenge weersomstandigheden;
- de vaststelling van een energieconsumptiepeil in een jaar met normale weersomstandigheden;
- de vaststelling van een budget voor energie-uitgaven in een jaar met normale weersomstandigheden;
- besparingsmaatregelen die verkregen zijn dankzij de opgezette projecten;
- ...

De resultaten dienen duidelijk voorgesteld te worden (grafiek, tabel,...) zodat ze begrepen en geïnterpreteerd kunnen worden door niet-vakmensen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen.

Namen, 10 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

Bijlage II

Minimumbestek voor de doorvoering van een energieaudit

Doelstelling

Doel van de energieaudit is, een staat van de energieconsumptie in een gebouw vast te stellen waarbij rekening gehouden wordt met diens kenmerken en gebruiksvormen, evenals de punten waarop diens energie-efficiëntie verbeterd kan worden, te identificeren.

Eisen

De energieaudit moet het volgende vaststellen :

- een omschrijving van de kenmerken (bouwschil en systemen) van het gebouw en diens gebruiksvormen in functie van de energie-overwegingen, met inbegrip van de beheerssystemen en de beslissende reguleringsparameters;
- een globale analyse van de energiestroom in het gebouw, namelijk het energieverbruik voor de laatste drie kalenderjaren per energievectoren (gas, stookolie, elektriciteit, steenkool, enz.), uitgedrukt in fysische eenheden (kWh, ton, liter...) in kWh en genormaliseerd (namelijk teruggebracht tot een jaar met normale weersomstandigheden - voor de gebruiksvormen die dat verantwoorden), wat dient te resulteren in een uiteindelijke verbruikstabel die omgezet is in primaire energie (MWh); in CO₂-emissies (kg CO₂) (op grond van de omzettingcoëfficiënten die door de Minister van Energie zijn medegedeeld);

— een identificatie van de punten waarop de energie-efficiëntie van het gebouw verbeterd kan worden, met rangschikking ervan volgens de prioriteiten (bouwschil, uitrustingen, beheer...).

De audit moet de uitwerking van een globaal actieplan met het oog op een betere energie-efficiëntie in het gebouw mogelijk maken of de relevantie van een door te voeren investering evalueren met het oog op een rationeler energieverbruik, het gebruik van hernieuwbare energiebronnen of een kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppeling.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen.

Namen, 10 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERHE
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

Bijlage III

Minimumbestek voor de doorvoering van een haalbaarheidsvoorstudie voor een investering

Doelstelling

Doel van een haalbaarheidsvoorstudie voor een investering is, de dimensionering en de meest interessante technische, energetische en economische kenmerken voor een investering te bepalen waarbij geenszins gerefereerd wordt aan één of ander type of merk met betrekking tot die investering. De studie dient verschillende hypotheses uit te testen die in voorkomend geval de energetische minimumeisen bedoeld in bijlage V naleven.

Eisen

De haalbaarheidsvoorstudie voor een investering dient volgende bestanddelen te bevatten :

- de voorstelling van de energiebehoeften waarin voorzien dient te worden door de investering en het daadwerkelijke verbruik vóór de investering in het geval van een bestaand gebouw;
- de werkhypotheses;
- de berekening van de technische dimensionering van de investering en de referentiegrootheden waarvan gebruik is gemaakt voor de berekeningen;
- in voorkomend geval, een evaluatie van de dwingende gebruiksvoorwaarden (onderhoud,...);
- een evaluatie van de energie- en CO₂-besparingen;
- een raming van de economisch kost van de investering;
- een raming van het terugverdieneffect van de investering;
- de verantwoording van de keuze van de vooropgestelde technieken en voorzieningen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen.

Namen, 10 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

Bijlage IV

Verklarende nota voor de berekeningen van de dimensionering van bepaalde werken uitgevoerd met het oog op een betere energie-efficiëntie in het gebouw

Doel

Doel van de verklarende nota voor de berekeningen van de dimensionering is, de berekening van de dimensionering en de technische, energetische en economische kenmerken van de investering te kunnen bepalen zodat gecontroleerd kan worden of de vooropgestelde voorziening doeltreffend is.

Eisen

De verklarende nota voor de berekeningen van de dimensionering dient volgende bestanddelen te bevatten :

- voorstel van de energiebehoeften waarin de investering dient te voorzien en, in voorkomend geval, het daadwerkelijke verbruik vóór de investering;
- de werkhypotheses;
- de berekening van de technische dimensionering van de investering en de referentiële grootheden die voor de berekening zijn gebruikt;
- een evaluatie van de energiebesparingen;
- de berekening van de economische kost van de investering;

- de verantwoording van de keuze van de vooropgestelde technieken en voorzieningen;
- de normen en de codes van goede praktijk die als referentie worden gebruikt.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen.

Namen, 10 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

Bijlage V

Lijst der werken die een betere energie-efficiëntie in een gebouw beogen en die voor een subsidie in aanmerking komen

In het kader van dit besluit kunnen volgende werken gesubsidieerd worden :

1. De installatie van systemen voor exploitatie van hernieuwbare energiebronnen voor de eigen behoeften van het gebouw.

De warmtepompen zijn daarbij inbegrepen, met uitzondering van de pompen die een inversie van het systeem mogelijk maken zodat bij zeer warm weer op airconditioning overgeschakeld kan worden. Bij gebruik van de warmtepomptechnologie dient aan de hand van een verklarende nota conform aan bijlage IV te worden aangetoond dat de warmtepomp die in de subsidieaanvraag beoogd wordt een nettowinst in primaire energie mogelijk maakt volgens de aan het gebouw aangepaste functioneringsvoorwaarden.

De installatie van waterverwarmingssystemen via zonnepanelen dient gepaard te gaan met een systeem voor de opvolging van de efficiëntie ervan gedurende minstens twee jaar.

2. De installatie van een warmtenetwerk indien laatstgenoemde een onontbeerlijke voorwaarde is voor rationeel energieverbruik.

3. De installatie van kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppelingseenheden, met inbegrip van de elektrische aansluiting eigen aan de installatie en noodzakelijk voor de behoeften van een gebouw of van verschillende naburige gebouwen.

4. De thermische isolatie van de wanden van het gebouw zoals hierna bedoeld, zodat globale doorgangscoefficiënt van de wand gelijk is aan of kleiner is dan volgende waarden :

Wanden van de energieverliesopp. k_{max} van het gebouw	(W/m ² K)
a. Beglazing	2,0
b. Niet-doorzichtige wanden en muren :	
— tussen het beschermd volume en de buitenlucht of tussen het beschermd volume en een niet-verwarmd maar vorstvrij lokaal	0,5
— tussen het beschermd volume en een niet-verwarmd maar vorstvrij lokaal	0,7
— tussen het beschermd volume en de vloer	0,7
c. Dak of plafond die het beschermd volume scheiden van een niet-verwarmd maar vorstvrij lokaal	0,3
d. Plankvloer :	
— tussen het beschermd volume en de buitenlucht of tussen het beschermd volume en een niet-verwarmd maar vorstvrij lokaal	0,5
— tussen het beschermd volume en een niet-verwarmd maar vorstvrij lokaal	0,6
— tussen het beschermd volume en de vloer	1,0

K-waarden berekend volgens vigerende Belgische normen.

5. De vervanging of de verbetering van elk verwarmingssysteem en dat beantwoordt aan één van de volgende categorieën :

a. de condensatieverwarmingssketels

in dat geval dient bij het aanvraagdossier het installatieschema gevoegd te worden, en de regulering die daarmee gepaard gaat zodat aangetoond wordt dat de temperatuur bij de terugkeer van het warmtedragend fluidum daadwerkelijk de condensatie mogelijk maakt

b. de werken voor de deling van het warmteverdelingssysteem in functie van de verschillende gebruiksvormen van het gebouw;

c. de thermostatische kranen aangepast aan de wijze waarop de lokalen bewoond worden;

d. de systemen voor de regulering dienen daarbij minstens een optimalisering mogelijk te maken bij het stilleggen van de installatie in functie van de overheersende weersomstandigheden en de binnenvraag;

e. alle andere werken die betrekking hebben op de verwarmingsinstallatie en die op die wijze zijn opgevat dat het verwarmingssysteem (ketel, warmteverdeling en regulering) bijzonder efficiënt wordt gemaakt, namelijk een systeem dat enerzijds voor een energie-efficiëntie zorgt die hoger is dan bij een traditioneel systeem en dat anderzijds een warmteverdeling en -regulering mogelijk maakt die aangepast zijn aan de beginselen van een rationeel energieverbruik voor de verschillende gebruiksvormen van het gebouw. In dat geval dient een verklarende nota conform aan bijlage IV te worden voorgelegd.

In alle andere gevallen dienen de buizen voor de warmteverdeling door het gesubsidieerde verwarmingssysteem die door niet-verwarmde lokalen passeren, warmte-isolerend te zijn. Het isolerend materiaal voor de warmte-isolering van het buizengestel dient een thermische weerstand te bezitten die hoger is dan of gelijk is aan $0.25 \text{ m}^2 \cdot \text{K}/\text{W}$.

6. De verlichtingsinstallaties die aan de vigerende Belgische normen beantwoorden en die aan één der volgende categorieën beantwoorden :

a. De vervanging van het verlichtingssysteem waarvan het na uitvoering van werken geïnstalleerde vermogen niet meer bedraagt dan :

- $3 \text{ W}/\text{m}^2$ per 100 lux in sportzalen en zwembaden;
- $2,5 \text{ W}/\text{m}^2$ per 100 lux in kantoren en schoollokalen;
- $3 \text{ W}/\text{m}^2$ per 100 lux in ziekenhuislokalen;
- tussen $3 \text{ W}/\text{m}^2$ per 100 lux in een lage, brede gang (min. $30 \text{ m} \times 2 \text{ m} \times 2,8 \text{ m}$) en $8,5 \text{ W}/\text{m}^2$ per 100 lux in een hoge, smalle gang (min $30 \text{ m} \times 1 \text{ m} \times 3,5 \text{ m}$).

Bij gebruik van lichtinstallaties die uitgerust zijn met fluorescerende lampen of gasontladingslampen dienen uitsluitend een ingebouwde elektronische ballast te hebben.

b. Elk systeem dat de optimalisering van de werking van het verlichtingssysteem mogelijk maakt, meer bepaald :

- tijdschakelaar, eventueel gepaard gaande met aanwezigheidsmelders, in doorganglokalen, overlopen en toiletten;
- regeling van de lichtstroom met alles of niets dan wel in continue belichting, in functie van de natuurlijke verlichting van het lokaal;
- twee stroombanen die een beperkte verlichting mogelijk maken (van 30 tot 50 %).

7. Elke elektrische draaiende uitrusting (pompen, ventilatoren, compressoren) waarvan de motor uitgerust is met een regulering met variabele snelheid. Wat betreft de warmte-, de ventilatie- en de afkoelingsvraag, dient hij uitgerust te zijn met een automatisch beheer dat aangepast is aan de reële behoeften van het gebouw en diens bewoners.

8. Elke uitrusting voor de ventilering of de afkoeling van een gebouw die aan één van de volgende categorieën beantwoordt :

- a. reguleringssystemen die op vraag het debiet kunnen beheren : horloge, aanwezigheidsmelding, CO_2 -sonde die de regeling van de ventilatie mogelijk maken;
- b. installaties voor het terugwinnen van de warmte uit de lucht die uit het gebouw gezogen wordt;
- c. buiten geplaatste zonnewering voor het verminderen van de oververwarming in het gebouw en in voorkomend geval, voor de beperking van het gebruik van de airconditioning in de lokalen;
- d. installaties voor het verminderen van de afkoelingssystemen dankzij een rechtstreekse afkoeling door middel van de free-chilling techniek;
- e. installaties voor afkoeling via natuurlijke of gemengde ventilering.

9. Elke andere uitrusting of elk ander systeem die betrekking hebben op een betere energie-efficiëntie in een gebouw en die bijzonder efficiënt zijn, namelijk elke uitrusting of elk systeem die enerzijds een energie-efficiëntie ontwikkelen die hoger is dan wat normaal gangbaar is en die een inspelen op de beginselen van rationeel energiegebruik voor de verschillende gebruiksvormen van het in overweging genomen gebouw. In dat geval dient een verklarende nota conform aan bijlage IV voorgesteld te worden.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen.

Namen, 10 april 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

Bijlage VI**Typeformulier subsidie-aanvraag****SUBSIDIE-AANVRAAG “Rationeel energieverbruik openbare gebouwen”**

Opsturen naar:

Ministerie van het Waalse Gewest
 Directoraat-generaal Technologie,
 Onderzoek en Energie – Afdeling
 Energie
 Avenue Prince de Liège, 7
 5100 JAMBES

Nr Directoraat-
generaal:

Datum :

INSTELLING OF ORGANISATIE

Benaming: _____
 Hoofdbedrijvigheid: _____
 Straat: _____
 Plaats: _____
 Telefoon: _____ / Fax : _____ /

VERANTWOORDELIJKE VOOR DE AANVRAAG

Naam: _____
 Functie: _____
 Telefoon: _____ / Fax : _____ /

CONTACTPERSOON

Naam: _____
 Functie: _____
 Telefoon: _____ / Fax : _____ / E-mail : _____

SUBSIDIE-AANVRAAG BETREFT (maak het vakje zwart)

energieboekhoudinh

haalbaarheidsvoorstudie

energie-audit

werken met het oog op een betere energie-efficiëntie in een gebouw - nr
 (de referentie[s] van de in overweging genomen werken zoals opgenomen in bijlage V bij het besluit
 aangeven)

GEBOUW WAAROP SUBSIDIE-AANVRAAG BETREKKING HEEFT**Benaming:****Adres:**

Straat,

nr :

Plaats :

Voornaamste

gebruiksvormen

gebouw:

Grootte van het gebouw:			
Grondoppervlakte :	_____	m ²	
Zijoppervlakte buitenkant :	_____	m ²	
Volume van het gebouw:	_____	m ³	
Is er een energieboekhouding beschikbaar? :	ja	neen	
Bondige omschrijving	studie	of	werken:

Totaal bedrag van de te subsidiëren studie of werken: _____ EUR			

Lijst en bondige omschrijving van de bijlagen bij dit formulier (genummerd aub):

- 15. _____
- 16. _____
- 17. _____
- 18. _____
- 19. _____
- 20. _____
- 21. _____
- 8. _____

Voor waar en oprecht verklaard
Datum

Opgesteld te

Handtekening verantwoordelijke voor de subsidie-aanvraag

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen.

Namen, 10 april 2003

De Minister-President,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

Bijlage VII**Jaarlijkse aangifte over het energieverbruik in een gebouw dat over een energieboekhouding beschikt**

Opsturen naar:

Ministerie van het Waalse Gewest Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie – Afdeling Energie Avenue Prince de Liège, 7 5100 JAMBES

Jaar

1. Algemene inlichtingen

1.1 Instelling	
Benaming :	_____
Hoofdbedrij- vigheid:	_____
Straat, nr.:	_____
Postcode:	_____ Plaats: _____
Telefoon:	_____/_____/_____ Fax: _____/_____
1.2 Verantwoordelijke voor de aanvraag	
Naam:	_____
Functie:	_____
Telefoon:	_____/_____/_____ Fax : _____/_____
1.3 Contactpersoon	
Naam:	_____
Functie:	_____
Telefoon:	_____/_____/_____ Fax : _____/_____
1.4 Betrokken gebouw	
Benaming:	_____
Straat, nr.:	_____
Postcode:	_____ Plaats: _____
Voornaamste gebruiksvormen gebouw:	

Aantal betrekkingen in het gebouw op het einde voorgaand jaar:	
.....	
Voor de onderwijsinstellingen	- Aantal leerlingen:
Pensioonaat* : ja/nee	
- Net* : vrij-privé/gemeentelijk/ provinciaal/gemeenschapsonderwijs	
Voor de gezondheidsinstellingen, hotels en internaten: aantal bedden:	
Voor de instellingen met zwembad - wateroppervlakte :	

2. Inlichtingen m.b.t. het gebouw en de installaties ervan

(Deze inlichtingen hoeven enkel het eerste jaar verstrekt te worden bij de invoering van een energieboekhouding en daarna telkens als er een wijziging optreedt in de structuur of de installaties van het gebouw)

2.1 Kenmerken gebouw

Grondoppervlakte: _____ m²
 Zijoppervlakte
 blootgesteld aan de _____ m²
 buitenlucht:
 Volume : _____ m³

2.2 Energie-efficiëntie gebouw

Buitenmuren* : met warmte-isolatie zonder warmte-isolatie
 Dak* : met warmte-isolatie zonder warmte-isolatie
 Ramen* : hout PVC metaal
 Beglazing* : enkel dubbel

2.3 Installatie warmteproductie

Benaming en adres van het gebouw waarin de installatie voor de warmteproductie gelegen is:

Gebouwen verwarmd door die installatie:

2.3.1 Gecentraliseerde productie

Warmtedragend fluïdum Warm water Oververwarmd water Stoom
 Warme lucht ----- via generator via wisselaar
 -->

Nominale werkingstemperatuur : _____ °C

Daadwerkelijke werkingsdruk: _____ bar

Circulatie: natuurlijk versterkt

Omschrijving warmtegeneratoren:

Aard:	_____	_____	_____
Brandstof:	_____	_____	_____
Merk:	_____	_____	_____
Type:	_____	_____	_____
Bouwjaar:	_____	_____	_____
Nominaal vermogen (kW):	_____	_____	_____
Aantal modules: (in voorkomend geval)	_____	_____	_____
Gemeten rendement:	_____	_____	_____

Productie sanitair warm water (in voorkomend geval) :

Geïnstalleerd _____ W gecentraliseerd gedecentraliseerd
 vermogen:
 Expansievat* : open gesloten
 Warmteverdeling *: Radiatoren

	<input type="checkbox"/> Aerothermens	convectoren		
	<input type="checkbox"/> door straling	<input type="checkbox"/> ventilo-convectoren		
		<input type="checkbox"/> via de vloer		
		<input type="checkbox"/> via het plafond		
2.3.2 Gedecentraliseerde productie				
Kachels*	<input type="checkbox"/> steenkool	<input type="checkbox"/> hout	<input type="checkbox"/> petroleumstookolie	
Elektrische convectoren*	<input type="checkbox"/> accumulatie	<input type="checkbox"/> rechtstreeks		
Gasconvectoren*	<input type="checkbox"/> aardgas	<input type="checkbox"/> propaan	<input type="checkbox"/> butaan	
Aerothermen*	<input type="checkbox"/> aardgas	<input type="checkbox"/> propane	<input type="checkbox"/> butane	
Stralende tubes*	<input type="checkbox"/> aardgas			
2.4 Regulering				
Soort regulering*	<input type="checkbox"/> enkel aquastaat ketel <input type="checkbox"/> kamerthermostaat <input type="checkbox"/> regulering enkel door horloge <input type="checkbox"/> regulering door horloge en buitensonde <input type="checkbox"/> regulering door optimisator <input type="checkbox"/> afstandsbediend beheer <input type="checkbox"/> thermostaatkranen <input type="checkbox"/> andere (aangeven) :			
Bondige omschrijving reguleringsinstallatie				

(*) Vakje zwart maken tegenover uw keuze

2.5 Gebruik van het gebouw							
Verwarmingsmaand (A)	Aantal dagen van gebruik (Njo) en aantal uren van gebruik die daarmee overeenstemmen (Ho) (B)						Aantal verwarmingsdagen per maand (Njc) (C)
	Njo	Ho	Njo	Ho	Njo	Ho	
September							
Oktober							
November							
December							
Januari							
Februari							
Maart							
April							
Mei							
Juni							

Voor elke verwarmingsmaand in kolom (A),
noteren : - in de verschillende kolommen (B), de verschillende dagen waarop het gebouw
gebruikt wordt (N jo) waarin er eenzelfde aantal uren van gebruik bestaat (H o) ; in kolom (C),
aantal verwarmingsdagen.

3. Energieverbruik

(Die inlichtingen dienen jaarlijks verstrekt te worden tijdens tien jaar volgend op de
invoering van een energieboekhouding)

Instelling	
Benaming :	_____
Hoofd- bedrijvigheid::	_____
Straat, nr.:	_____
Postcode:	_____ Plaats : _____
Telefoon :	_____/_____/_____ Fax : ____/____/_____
Gebouw	
Benaming :	_____
Straat, nr.:	_____
Postcode:	_____ Plaats: _____

GEBRUIKTE ENERGIE	EENHEI D (*)	Jaar : _____	
		Verbruik	Kostprijs
a. Steenkool	kg	_____	_____
b. Stookolie en gasolie	liter kg	_____	_____
c. Aardgas	m ³ kW	_____	_____
	h	_____	_____
d. Butaan-Propaan	liter kg	_____	_____
e. Stoom	kCa MJ	_____	_____

f. Andere (aard en eenheid aangeven)	1		
Elektriciteit	kWh		

(*) Schrappen wat niet past

4. Voorbeelden aangeven voor de interpretatie van de resultaten voortvloeiende uit de energieboekhouding voor het betrokken jaar:

- is er energieverbruik los van strenge weersomstandigheden? ;
- wordt er een energieverbruiksniveau en een energieuitgavenbegroting vastgesteld voor een jaar met normale weersomstandigheden? ;
- welke besparingsmaatregelen zijn verkregen dankzij het in werking gezette project? ;
- worden de verbruiksratio's opgevolgd? .

Resultaten duidelijk aangeven (grafiek, tabel...) zodat ze begrepen en geïnterpreteerd kunnen worden door niet-vakmensen

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen.

Namen, 10 april 2003

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

Bijlage VIII**Jaarlijkse aangifte over het energieverbruik in een gebouw waar met een subsidie werken zijn uitgevoerd voor een betere energie-efficiëntie**

Instelling	
Benaming :	_____
Hoofd- bedrijvigheid :	_____
Straat, nr:	_____
Postcode:	_____ Plaats : _____
Telefoon: _____ / _____	Fax: _____ / _____
Gebouw	
Benaming :	_____
Straat, nr :	_____
Postcode :	_____ Plaats : _____
Aantal betrekkingen in het gebouw aan het einde voorgaand jaar :	
.....	
Voor de onderwijsinstellingen	- Aantal leerlingen:
Pensionaat* : ja/nee	- Net* : vrij-privé/gemeentelijk/provinciaal/ gemeenschapsonderwijs
Voor de gezondheidsinstellingen, de hotels, de internaten: aantal bedden:	
Voor de instellingen met zwembad - wateroppervlakte:	

Belangrijke opmerking: Indien er tijdens het voorgaande jaar een of andere wijziging is opgetreden in de structuur of de installaties van het gebouw, van het gebouwde volume en/of van de aanwending van de lokalen, dienen eveneens de tabellen van de volgende bladzijden met als opschrift "Inlichtingen met betrekking tot het gebouw en diens installaties" te worden ingevuld.

GEBRUIKTE ENERGIE	Eenheid (*)	Jaar :	
		Verbruik	Kostprijs
a. Steenkool	kg	_____	_____
b. Stookolie en gasolie	litre kg	_____	_____
c. Aardgas	m ³ kWh	_____	_____
d. Butaan-Propaan	litre kg	_____	_____
e. Stoom	kCal MJ	_____	_____
f. Andere (aard en eenheid aangeven)	_____	_____	_____
Elektriciteit	kWh	_____	_____

(*) Schrappen wat niet past

Inlichtingen met betrekking tot het gebouw en diens installaties

(Indien er tijdens het voorgaande jaar een of andere wijziging is opgetreden in de structuur of de installaties van het gebouw, van het gebouwde volume en/of van de aanwending van de lokalen, dienen deze gegevens te worden verstrekt.)

1 Kenmerken gebouw

Grondoppervlakte: _____ m²
 Zijoppervlakte
 blootgesteld aan de _____ m²

lucht :			
Volume :			m ³
2 Energie-efficiëntie gebouw			
Buitenmuren*:	<input type="radio"/> warmte-isolatie	<input type="radio"/> zonder warmte-isolatie	
Dak* :	<input type="radio"/> warmte-isolatie	<input type="radio"/> zonder warmte-isolatie	
Ramen* :	<input type="radio"/> hout	<input type="radio"/> PVC	<input type="radio"/> metaal
Beglazing* :	<input type="radio"/> enkel	<input type="radio"/> dubbel	
3 Installatie warmteproductie			
Benaming en adres van het gebouw waarin de warmteproductie-installatie gelegen is:			

Gebouwen verwarmd door de installatie:			

3.1 Gecentraliseerde productie

Warmtedragend fluidum	<input type="radio"/> Warm water	<input type="radio"/> Oververwarmd water	<input type="radio"/> Stoom
	<input type="radio"/> Warme lucht ----- --→	<input type="radio"/> via generator	<input type="radio"/> via wisselaar
Nominale werkingstemperatuur :	_____ °C		
Daadwerkelijke werkingdruk:	_____ bar		
Circulatie:	<input type="radio"/> natuurlijk	<input type="radio"/> versterkt	
Omschrijving warmtegeneratoren:			
Aard:	_____	_____	_____
Brandstof:	_____	_____	_____
Merk:	_____	_____	_____
Type:	_____	_____	_____
Bouwjaar:	_____	_____	_____
Nominaal vermogen (kW):	_____	_____	_____
Aantal modules: (in voorkomend geval)	_____	_____	_____
Gemeten rendement:	_____	_____	_____
Productie sanitair warm water (in voorkomend geval) :			
Geïnstalleerd vermogen:	_____ W	<input type="radio"/> gecentraliseerd	<input type="radio"/> gedecentraliseerd

Expansievat* :	<input type="radio"/> open <input type="radio"/> Radiatoren <input type="radio"/> Aerothermens <input type="radio"/> door straling	<input type="radio"/> geslten <input type="radio"/> convectoren <input type="radio"/> ventilo-convectoren <input type="radio"/> via de vloer <input type="radio"/> via het plafond	
.3.2 Gedecentraliseerde productie			
Kachels*	<input type="radio"/> steenkool <input type="radio"/> aardgas <input type="radio"/> aardgas	<input type="radio"/> hout <input type="radio"/> propaan <input type="radio"/> propane	<input type="radio"/> petroleum stookolie <input type="radio"/> butaan <input type="radio"/> butane
Elektrische convectoren*	<input type="radio"/> accumulatie	<input type="radio"/> rechtstreeks	
Gasconvectoren*	<input type="radio"/> aardgas	<input type="radio"/> propaan <input type="radio"/> propane	<input type="radio"/> butaan <input type="radio"/> butane
Aerothermen*	<input type="radio"/> aardgas	<input type="radio"/> propane	<input type="radio"/> butane
Stralende tubes*	<input type="radio"/> aardgas		
4 Regulering			
Soort regulering*	<input type="radio"/> enkel aquastaat ketel <input type="radio"/> kamerthermostaat <input type="radio"/> regulering enkel door horloge <input type="radio"/> regulering door horloge en buitensonde <input type="radio"/> regulering door optimisator <input type="radio"/> afstandsbediend beheer <input type="radio"/> thermostaatkranen <input type="radio"/> andere (aangeven) : _____		
Bondige omschrijving reguleringsinstallatie			

(*) Vakje zwart maken tegenover uw keuze

5 Gebruik van het gebouw							
Verwarmingsmaand (A)	Aantal dagen van gebruik (Njo) en aantal uren van gebruik die daarmee overeenstemmen (Ho) (B)						Aantal verwarmingsdagen per maand (Njc) (C)
	Njo	Ho	Njo	Ho	Njo	Ho	
September							
Oktober							
November							
December							
Januari							
Februari							
Maart							
April							
Mei							
Juni							

Voor elke verwarmingsmaand in kolom (A),
noteren : - in de verschillende kolommen (B), de verschillende dagen waarop het gebouw
gebruikt wordt (N jo) waarin er eenzelfde aantal uren van gebruik bestaat (H o) ; in kolom (C),
aantal verwarmingsdagen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003
betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-
commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere
energieprestatie van de gebouwen beogen.

Namen, 10 april 2003

De Minister-President,

J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS